

**BULLETIN DU SYSTEME D'INFORMATIONS
SUR LE MARCHE DU TRAVAIL**

DEUXIEME SEMESTRE 2018

SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX	3
LISTE DES GRAPHIQUES	4
Sigles et abréviations.....	6
Avant-propos	8
Chapitre 1 : Demandes et offres d'emplois	9
1. Les demandes d'emploi enregistrées.....	10
2. Offres d'emploi reçues	12
Chapitre 2 : Politiques actives du marché du travail	14
5. Programme d'appui au développement à la base (PRADEB).....	23
Chapitre 3 : Formation et marché du travail	25
1- Enseignement supérieur	26
2- Situation des admis aux examens scolaires et professionnels.....	28
3- Renforcement de capacités.....	29
CHAPITRE 4 :	30
Relations de travail et sécurité sociale	30
1- Contrats visés	31
2- Fermeture d'entreprises et licenciements	31
3- Conflits de travail	33
4- Inspecteurs et médecins du travail recrutés.....	34
5- Regroupement des PME/PMI.....	35
6- L'Institut national d'assurance maladie (INAM)	36
CHAPITRE 5 : Indicateurs socioéconomiques	39
1. Prix moyens de certains produits de première nécessité	40
2. Taux d'inflation mensuel	41
3. Indice harmonisé des prix à la consommation	42
4. Création d'entreprises	42
ANNEXE	46

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Répartition des DE par Diplôme et par sexe au cours du second semestre 2018	11
Tableau 2: Répartition des DE inscrits au second semestre selon les tranches d'âge et le sexe	11
Tableau 3: Répartition des DE inscrits au cours du second semestre selon la région de résidence et le sexe	12
Tableau 4 : Répartition des personnes placées ou recrutées selon le sexe et le type de contrat	13
Tableau 5 : Répartition des personnes placées et recrutées de l'ANPE selon le sexe et la catégorie socio-professionnelle	13
Tableau 6 : Répartition des jeunes inscrits au FAIEJ selon le sexe et les groupes d'âges sur la période du deuxième semestre 2018	17
Tableau 7 : Répartition des jeunes formés selon l'âge et le sexe au second semestre 2018.....	19
Tableau 8 : Répartition des projets soumis au financement selon le secteur d'activité de juillet à décembre 2018	20
Tableau 9 : Nombre de projets enregistrés par l'ANPGF selon le niveau d'instruction et le sexe du promoteur de juillet à décembre 2018	22
Tableau 10 : Répartition des promoteurs formés par l'ANPGF selon le type de renforcement suivi et par sexe de juillet à décembre 2018	22
Tableau 11 : Répartition des projets d'entreprises financés par l'ANPGF selon le niveau d'instruction et le sexe du promoteur de juillet à décembre 2018	23
Tableau 12 : Répartition des diplômés de l'UL selon le sexe et le type de diplôme en 2017-2018.....	27
Tableau 13 : Répartition des taux de réussite aux examens selon la région en 2017/2018	28
Tableau 14 : Répartition des salariés ayant suivi une formation professionnelle par secteur et par sexe au cours du deuxième semestre 2018	29
Tableau 15 : Effectif des entreprises ayant bénéficié d'un financement par région et selon le sexe du chef de l'entreprise au cours du deuxième semestre 2018	29
Tableau 16 : Répartition des contrats des nationaux visés selon le type et la région au deuxième semestre 2018	31
Tableau 17 : Répartition des licenciements enregistrés selon la catégorie socioprofessionnelle et le sexe de juillet à décembre 2018	32
Tableau 18 : Répartition des licenciements enregistrés selon le motif et le sexe de juillet à décembre 2018	33
Tableau 19 : Répartition des inspecteurs du travail enregistrés au 31 décembre 2018 par région et par sexe	34
Tableau 20 : Le prix moyen de quelques produits de première nécessité au second semestre 2018	41
Tableau 21 : Répartition des entreprises créées selon la forme juridique au second semestre 2018.....	45
Tableau 22 : Répartition de licenciements enregistrés selon la branche d'activités et le sexe de juillet à décembre 2018	47
Tableau 23 : Répartition de préavis d'arrêt de travail enregistrés de juillet à décembre 2018 selon la branche d'activités.....	48
Tableau 24 : Répartition de négociations syndicales employeur / travailleur effectuées de juillet à décembre 2018 selon la branche d'activités	49
Tableau 25 : Répartition de grèves observées de juillet à décembre 2018 selon la branche d'activités et la durée	50
Tableau 26 : Répartition de grèves observées de juillet à décembre 2018 selon le motif et la durée par secteur.....	51
Tableau 27: Répartition des contrats visés des expatriés par zone de provenance.....	51

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Répartition (%) des DE inscrits par sexe au cours du second semestre 2018..	10
Graphique 2 : Répartition des stagiaires placés par sexe et par diplôme d'octobre à décembre 2018.....	15
Graphique 3 : Répartition des candidats enregistrés suivant la tranche d'âge	16
Graphique 4 : Répartition des candidats enregistrés suivant la région	17
Graphique 5 : Répartition des jeunes inscrits selon le niveau d'instruction et le sexe au cours du second semestre 2018.....	18
Graphique 6 : Répartition des jeunes inscrits selon le statut professionnel et le sexe au cours du second semestre 2018.....	18
Graphique 7 : Répartition des jeunes formés en technique de création et de gestion de micro entreprise par le FAIEJ selon le niveau d'instruction et le sexe au cours du second semestre 2018.....	19
Graphique 8 : Répartition des jeunes formés en technique de création et de gestion de micro entreprise par le FAIEJ selon le niveau d'instruction et le sexe au cours du second semestre 2018.....	20
Graphique 9: Répartition des projets d'affaires financés par le FAIEJ selon les secteurs d'activité de Juillet à décembre 2018.....	21
Graphique 10 : Répartition des projets enregistrés par l'ANPGF selon la branche d'activités du projet d'entreprise de juillet à décembre 2018	21
Graphique 11 : Répartition (%) des projets d'entreprises financés par l'ANPGF selon la branche d'activités du projet d'entreprise de juillet à décembre 2018 –à refaire, un chiffre après la virgule et changer la couleur blanche-	23
Graphique 12 : Répartition des projets financés selon la branche d'activité de juillet à décembre 2018 -graphique à refaire.....	24
Graphique 13 : Répartition des diplômés de l'UL selon le sexe en 2017-2018.....	26
Graphique 14 : Répartition des diplômés de UL par faculté, école ou institut en 2017-2018.	27
Graphique 15 : Répartition des licenciements enregistrés par région de juillet à décembre 2018.....	32
Graphique 16 : Répartition (%) des conflits employeur/travailleur traités selon les régions de juillet à décembre 2018	33
Graphique 17 : Répartition des entreprises de l'organisation en date du 31 décembre 2018 selon le domaine d'activités	35
Graphique 18 : Répartition des entreprises de l'organisation en date du 31 décembre 2018 selon le sexe du premier responsable	35
Graphique 19 : Répartition des agents publics en activité inscrits à l'INAM par région en 2018.....	36
Graphique 20 : Répartition des agents publics à la retraite inscrits à l'INAM par région en 2018.....	37
Graphique 21 : Répartition des bénéficiaires des prestations de l'INAM par région en 2018.	37
Graphique 22 : Répartition des bénéficiaires des prestations de l'INAM par catégories selon les régions en 2018.	38
Graphique 23 : Evolution du taux d'inflation mensuel au cours du second semestre de 2018	42

Graphique 24 : Indice mensuel des prix à la consommation au cours du second semestre de 2018.....	42
Graphique 25 : Répartition (%) des entreprises créées selon la région d'implantation au second semestre 2018.....	43
Graphique 26 : Répartition (%) des entreprises créées selon le pays ou la zone de provenance du promoteur au second semestre 2018	43
Graphique 27 : Répartition (%) des entreprises créées selon le secteur d'activités au second semestre 2018.....	44

Sigles et abréviations

AGET :	Association des grandes entreprises du Togo
AIDE :	Appui à l'insertion et au développement de l'embauche
ANPE :	Agence nationale pour l'emploi
ANVT :	Agence nationale de volontariat au Togo
BAC :	Baccalauréat
BEP :	Brevet d'études professionnelles
BIMT :	Bulletin d'informations sur le marché du travail
BT :	Brevet de technicien
BTS :	Brevet de technicien supérieur
CAP :	Certificat d'aptitude professionnelle
CEDEAO :	Communauté économique des états de l'Afrique de l'ouest
CFE :	Centre de formalité des entreprises
CIC:	Centre d'informatique et de calcul
CNSS :	Caisse nationale de sécurité sociale
CREE :	Créer son entreprise
DACE:	Département d'appui à la création d'emploi
DE :	Demandeur d'emploi
DEA :	Diplôme d'études approfondies
DESS :	Diplôme d'études supérieures spécialisées
DGSCN :	Direction générale de la statistique et de la comptabilité nationale
DGT :	Direction générale du travail
DOE :	Département de l'observatoire de l'emploi
DUT :	Diplôme universitaire de technologie
EAM :	Ecole des assistants médicaux
ENS-A :	Ecole normale supérieure d'Atakpamé
ENSI :	Ecole nationale supérieure d'ingénieurs
ESA :	Ecole supérieure d'agronomie
ESSD:	Ecole supérieure de secrétariat de direction
ESTBA :	Ecole supérieure des techniques biologiques et alimentaires
ETFP:	Enseignement technique et formation professionnelle
FAIEJ :	Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes
FASEG:	Faculté des sciences économiques et de gestion
FDD :	Faculté de droit
FDS:	Faculté des sciences
FLESH:	Faculté des lettres et sciences humaines
FMMP :	Faculté mixte de médecine et de pharmacie
FNAFPP	Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnel
FSS:	Faculté des sciences de la santé
GIE :	Groupe d'intérêt économique
GTPME/PMI :	Groupe togolais des petites et moyennes entreprises/petites et moyennes industries
IHPC :	Indice harmonisé des prix à la consommation
INAM :	Institut national d'assurance maladie
INSE :	Institut des sciences de l'éducation
INSEED :	Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques
IPC :	Indice des prix à la consommation

ISICA:	Institut des sciences de l'information, de la communication et des arts
IUT-G :	Institut universitaire des technologies de gestion
MEPSA :	Ministère des enseignements primaire, secondaire et de l'alphabétisation
METFPI:	Ministère de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'industrie
MTESS :	Ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale
SA :	Société anonyme
SARL U :	Société à responsabilité limitée unipersonnelle
SARL :	Société à responsabilité limitée
SAU :	Société anonyme unipersonnelle
SAS :	Société par actions simplifiées
TRIE :	Trouver son idée d'entreprise
UEMOA :	Union économique et monétaire ouest africaine
UL:	Université de Lomé
UK :	Université de Kara

Avant-propos

Le Bulletin d'information sur le marché du travail (BIMT) regroupe des informations semestrielles sur la situation de l'emploi et de la formation permettant une bonne connaissance du marché du travail. Il est élaboré par le Département de l'observatoire de l'emploi (DOE) de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) à partir des informations provenant des structures productrices des données sur le Marché du travail (MT).

Les informations publiées proviennent des activités des principales institutions du MT telles que l'ANPE, les agences privées de placement, l'Agence nationale de promotion et de garantie de financement des PME/PMI (ANPGF), le Programme d'appui au développement à la base (PRADEB), le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (FAIEJ), l'Agence nationale de volontariat au Togo (ANVT), le Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels (FNAFPP), l'Inspection du travail, la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), l'Institut national de l'assurance maladie (INAM), les centrales syndicales, les organisations patronales, l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) et le Centre de formalité des entreprises (CFE).

Ce numéro du BIMT est le quatorzième et couvre le second semestre de l'année 2018.

L'ANPE invite les lecteurs à s'approprier les informations contenues dans ce bulletin pour une meilleure prise de décisions et d'orientation sur le marché du travail. Elle remercie toutes les bonnes volontés qui ont œuvré pour la production du présent bulletin.

Le Directeur général

Chapitre 1 : Demandes et offres d'emplois

Les informations recueillies sur les demandes et les offres d'emploi concernent exclusivement les demandeurs inscrits dans la base de données de l'agence nationale pour l'emploi (ANPE) et les offres reçues ou dénichées au niveau des entreprises au cours du second semestre 2018.

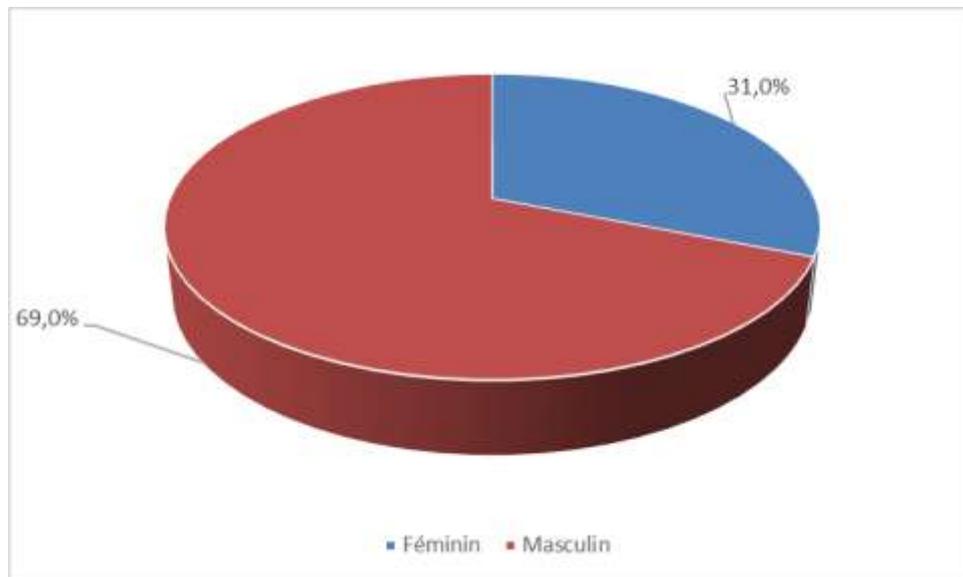
1. Les demandes d'emploi enregistrées

Cette section présente le profil des demandeurs d'emploi (DE) enregistrés à l'ANPE au cours du second semestre 2018.

➤ Sexe des DE

Au cours de la période, les demandeurs d'emploi inscrits sur le site de l'ANPE se chiffrent à 3 871 dont 31,0% de femmes.

Graphique 1 : Répartition (%) des DE inscrits par sexe au cours du second semestre 2018



Source : ANPE, calculs DOE

➤ Diplôme des DE

Un peu plus du tiers des DE inscrits (35,2%) au cours du semestre sont titulaires d'un baccalauréat ou équivalent suivis de ceux titulaires d'une licence (29,1%). Les moins représentés sont ceux qui ont le niveau BAC+5 ou plus (3,3%). Les mêmes tendances sont observées si l'on analysait la répartition par sexe.

Tableau 1 : Répartition des DE par Diplôme et par sexe au cours du second semestre 2018

Diplômes	Féminin		Masculin		Total	
	Effectif	Pourcentage	Effectif	Pourcentage	Effectif	Pourcentage
Inferieur au BAC	73	6,1	331	12,4	404	15,7
BAC ou équivalent	485	34,3	1034	35,6	1519	35,2
BAC+2	229	17,9	241	9,3	470	12,3
BAC+3	377	28,2	923	29,6	1300	29,1
BAC+4	10	3,4	61	4,9	71	4,4
BAC+5 ou plus	27	1,9	80	4,0	107	3,3
Total	1201	100,0	2670	100,0	3871	100,0

Source : ANPE, calculs DOE

➤ **Tranche d'âge des DE**

La majorité des inscrits au cours de la période sont des jeunes âgés de 25 à 35 ans représentant 42,5% suivis de ceux dont l'âge est compris entre 15 à 24 ans, soit 41,9%. Les personnes âgées de 36 à 50 ans sont faiblement représentées et constituent 4,5% des inscrits.

En faisant une analyse par sexe, les jeunes femmes de 15 à 24 ans sont les plus nombreuses représentant 46,4% des femmes inscrites. Chez les jeunes hommes, la tranche des 25 à 35 ans est plus prépondérante (45,0%).

Tableau 2 : Répartition des DE inscrits au second semestre selon les tranches d'âge et le sexe

Tranche	Féminin		Masculin		Total	
	Effectif	Pourcentage	Effectif	Pourcentage	Effectif	Pourcentage
15 à 24 ans	557	46,4	1065	39,9	1622	41,9
25 à 35 ans	445	37,1	1201	45,0	1646	42,5
36 à 50 ans	28	2,3	148	5,5	176	4,5
51 ans ou plus	171	14,2	256	9,6	427	11,0
Total	1201	100,0	2670	100,0	3871	100,0

Source : ANPE, calculs DOE

➤ **Région de résidence des DE**

La plupart des inscrits au cours du semestre résident à Lomé commune. En effet, 3 054 inscrits y vivent représentant 78,9%. Les DE résidant dans la région Centrale sont les moins enregistrés.

Il faut signaler aussi que certains de ces inscrits résident hors du Togo et sont au nombre de 12 au cours de la période.

Tableau 3: Répartition des DE inscrits au cours du second semestre selon la région de résidence et le sexe

Région	Féminin		Masculin		Total	
	Effectif	Pourcentage	Effectif	Pourcentage	Effectif	Pourcentage
HORS DU TOGO	2	0,2%	10	0,4	12	0,3
LOME COMMUNE	986	82,1%	2068	77,5%	3054	78,9
MARITIME	16	1,3%	60	2,2%	76	2,0
PLATEAUX	66	5,5%	170	6,4%	236	6,1
CENTRALE	13	1,1%	40	1,5%	53	1,4
KARA	87	7,2%	254	9,5%	341	8,8
SAVANES	31	2,6%	68	2,5%	99	2,6
Total	1201	100,0%	2670	100,0%	3871	100,0

Source : ANPE, calculs DOE

2. Offres d'emploi reçues

L'ANPE et les cabinets privés de placement mettent en relation les offreurs et les demandeurs d'emploi. Au cours des 6 derniers mois de l'année 2018, l'ANPE a reçu 5 315 offres d'emploi. Ces offres ont fait l'objet d'un recrutement ou de placement au profit des entreprises.

➤ Types de contrats

Le placement selon l'ANPE est une opération qui consiste à mettre à la disposition des entreprises solliciteuses des personnes à la recherche d'emplois sans toutefois passer par le processus complet de recrutement, en particulier la phase de publication de l'offre d'emploi et de tests de sélection des candidats.

Au cours de ce semestre, l'ANPE a placé 134 demandeurs d'emploi (DE) dans les entreprises. Selon la nature du contrat, 128 DE placés sont sous contrat à durée déterminée (CDD) contre 4 sous contrat à durée indéterminée (CDI) et 2 en intérim.

En analysant les placements par sexe, il est observé plus d'hommes (107) que de femmes (34). Par contre les personnes placées en intérim sont des femmes (2).

Par ailleurs, l'ANPE a recruté 5 181 DE dont 47,2% de femmes pour le compte des structures. Cet effectif important au cours de ce semestre est dû essentiellement au recrutement pour le compte de la Commission électorale nationale indépendante (CENI).

Selon le type de contrat, les personnes recrutées sont majoritairement sous CDD contre 137 sous CDI et 12 en intérim.

Tableau 4 : Répartition des personnes placées ou recrutées selon le sexe et le type de contrat

Type de contrat	Placement			Recrutement			Total
	Masculin	Féminin	Total1	Masculin	Féminin	Total2	
CDD	104	24	128	2584	2448	5032	5160
CDI	3	1	4	92	45	137	141
Intérim	0	2	2	12	0	12	14
Total	107	27	134	2688	2493	5181	5315

Source : ANPE, calculs DOE.

➤ **Catégorie socio-professionnelle**

Selon la catégorie socio-professionnelle, la plupart des personnes placées sont des agents de maîtrise (83 personnes), suivis des agents d'exécution (32 personnes). Il est également placé des cadres au cours du semestre (19 personnes).

S'agissant du recrutement, la majorité des personnes sont des agents d'exécution (4700) suivis dans une moindre mesure des cadres (242 personnes). Il est aussi recruté 239 agents de maîtrise au cours de la même période.

Tableau 5 : Répartition des personnes placées et recrutées de l'ANPE selon le sexe et la catégorie socio-professionnelle

Catégorie socioprofessionnelle	Placement			Recrutement			Total
	Masculin	Féminin	Total1	Masculin	Féminin	Total2	
Agent d'exécution	30	2	32	2372	2328	4700	4732
Agent de maîtrise	60	23	83	194	45	239	322
Cadre	17	2	19	122	120	242	261
Total	107	27	134	2688	2493	5181	5315

Source : ANPE, calculs DOE.

Chapitre 2 : Politiques actives du marché du travail

Les informations analysées dans ce chapitre sont celles provenant des structures de gestion des programmes et projets d'emploi à savoir l'ANPE qui pilote le programme AIDE, l'Agence nationale du volontariat au Togo (ANVT) qui gère le programme de volontariat, le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (FAIEJ), l'Agence nationale de promotion et de garantie de financement des PME/PMI (ANPGF) et le Programme d'appui au développement à la base (PRADEB) qui s'occupent de la promotion de l'entrepreneuriat.

1- Programme AIDE

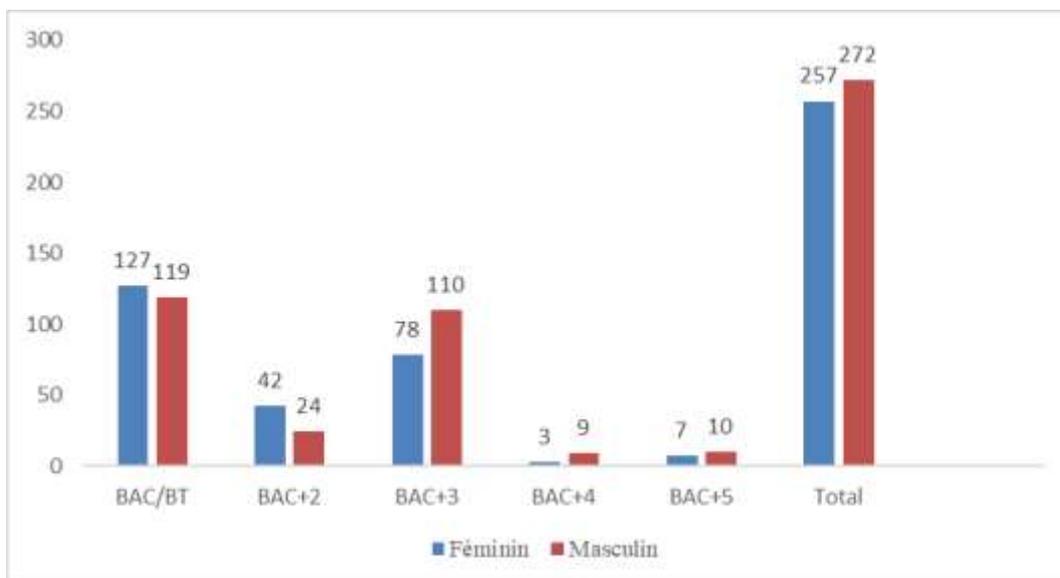
Le programme d'Appui à l'insertion et au développement de l'embauche (AIDE), est l'un des programmes de l'Etat togolais qui a pour objectif d'offrir un stage rémunéré de 6 mois renouvelable une seule fois aux primo demandeurs d'emploi. Il vise les jeunes des deux sexes âgés de 18 à 40 ans et leur permet d'avoir de l'expérience professionnelle en vue d'être plus compétitifs sur le marché de l'emploi.

Au cours du second semestre de l'année 2018, il a été placé 529 demandeurs d'emploi dont 48,6% de femmes.

Selon la répartition par région, les candidats sont plus placés dans la commune de Lomé (86,9%) tandis que les régions Centrale et des Savanes sont celles où les candidats sont moins placés, soit une personne chacune.

En termes de spécialités, les stagiaires diplômés en sciences économiques et de gestion sont les plus représentés (24,6%) tandis que ceux de la gestion de l'eau et de l'environnement sont les moins représentés (0,2%).

Graphique 2 : Répartition des stagiaires placés par sexe et par diplôme de juillet à décembre 2018



Source : AIDE, calculs DOE.

2- Le volontariat national

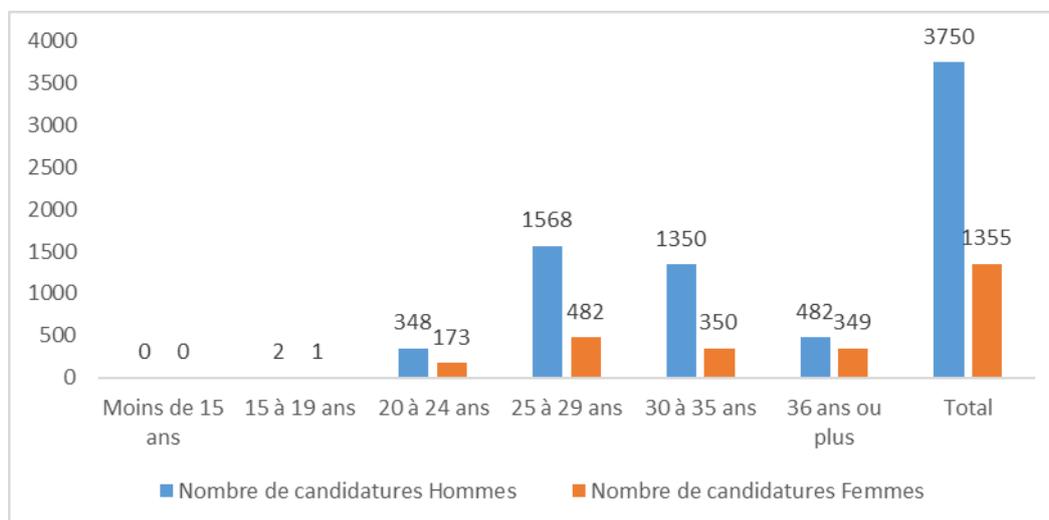
L'Agence nationale du volontariat au Togo (ANVT) est une structure de promotion du volontariat inclusif qui vise à valoriser les ressources humaines nationales, à travers le volontariat, et à contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations pauvres par la mise à disposition des compétences nationales. Elle est ouverte aux jeunes de 18 à 35 ans.

➤ Candidatures de volontaires enregistrés suivant la tranche d'âge

De juillet à décembre 2018, l'ANVT a enregistré 5 105 candidats avec une proportion de 26,5% de femmes.

Selon l'âge, les candidats ayant entre 25-29 ans sont les plus représentés avec un effectif de 2 050. Ceux de la tranche d'âge de 15 à 19 ans sont les moins représentés (0,1%).

Graphique 3 : Répartition des candidats enregistrés suivant la tranche d'âge



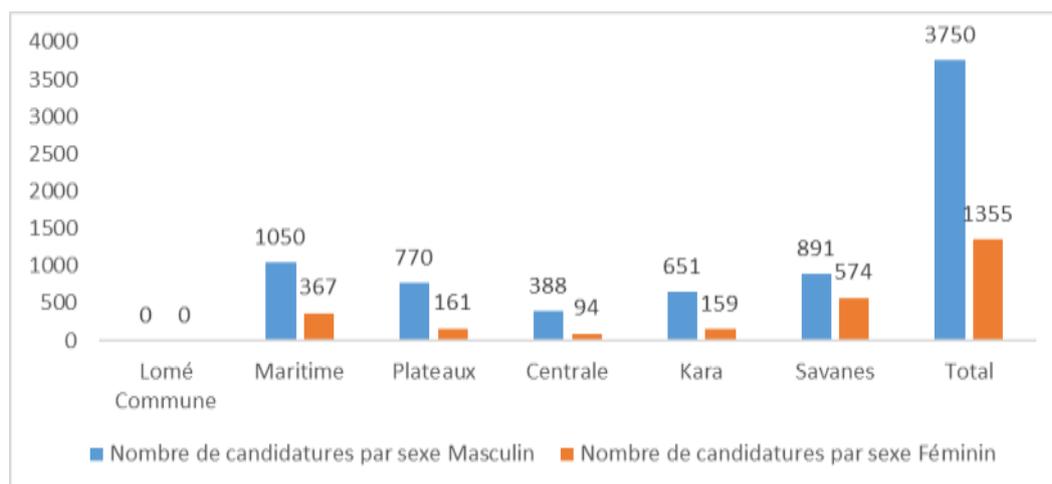
Source : ANVT, calculs DOE.

➤ Candidatures de volontaires enregistrés selon le diplôme et la région

Selon le diplôme obtenu, la plupart des candidats enregistrés (2 185) sont titulaires d'un brevet de technicien supérieur (BTS). Les moins représentés sont ceux de niveau Maitrise avec un effectif de 18 candidats.

La région des Savanes (1 465) a enregistré plus de candidatures. La région centrale (94) a enregistré moins de candidatures que les autres régions.

Graphique 4 : Répartition des candidats enregistrés suivant la région



Source : ANVT, calculs DOE

3- Fonds d'appui aux initiatives économiques des Jeunes (FAIEJ)

Le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (FAIEJ) fait partie des dispositifs mis en place par le gouvernement pour accompagner les jeunes désireux d'entreprendre.

Au cours du second semestre 2018, plusieurs porteurs de projets d'entreprises ont eu accès aux services de ce fonds.

➤ Profil des jeunes inscrits

Au total 818 jeunes se sont inscrits au FAIEJ dont 32,3% de femmes. Les jeunes de 31 à 40 ans sont les plus inscrits (36,7%). Par contre les jeunes de 15 à 20 ans ne représentent que 5,5 %.

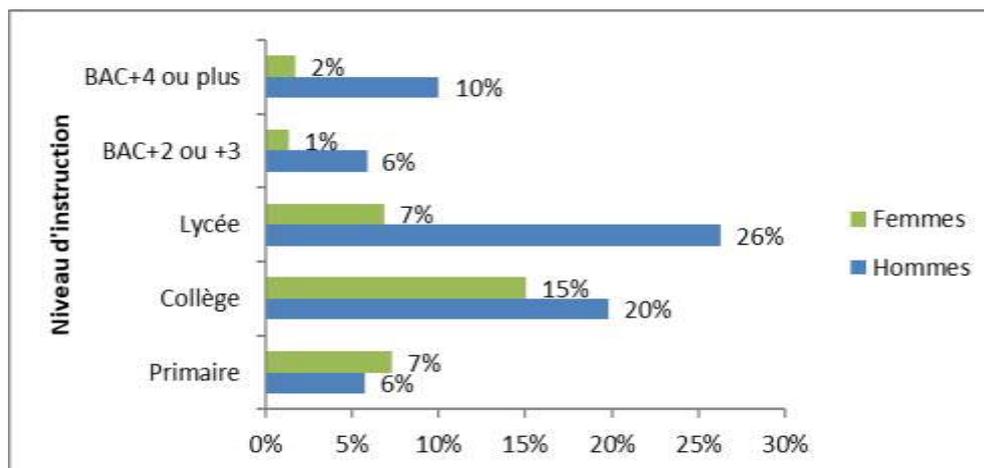
Tableau 6 : Répartition des jeunes inscrits au FAIEJ selon le sexe et les groupes d'âges sur la période du deuxième semestre 2018

Tranches d'âge	Hommes		Femmes		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
15 à 20 ans	22	2,7	23	2,8	45	5,5
21 à 25 ans	125	15,3	63	7,7	188	23,0
26 à 30 ans	202	24,7	83	10,1	285	34,8
31 à 40 ans	205	25,1	95	11,6	300	36,7
TOTAL	554	67,7	264	32,3	818	100,0

Source: FAIEJ, calculs DOE

Les jeunes titulaires de BAC+2 ou BAC+3 se sont moins enregistrés (7,0%). Par contre, les jeunes ayant le niveau du deuxième cycle du secondaire (général et technique) se sont plus inscrits aux guichets du FAIEJ (35,0%).

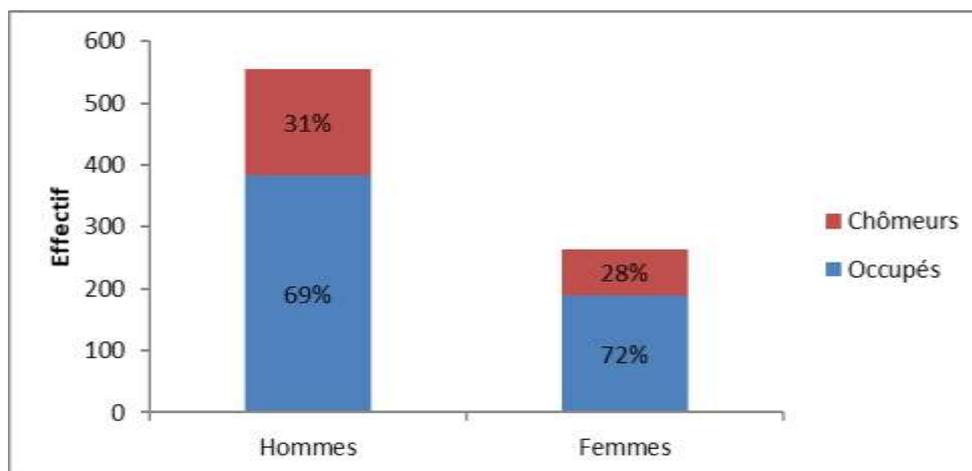
Graphique 5 : Répartition des jeunes inscrits selon le niveau d'instruction et le sexe au cours du second semestre 2018



Source : FAIEJ, calculs DOE

Selon le statut professionnel, parmi les 554 hommes inscrits 31,0% sont des chômeurs. La proportion des chômeurs chez les 264 femmes inscrites est de 28,0%.

Graphique 6 : Répartition des jeunes inscrits selon le statut professionnel et le sexe au cours du second semestre 2018



Source : FAIEJ, calculs DOE

➤ Formation en entrepreneuriat

Plusieurs jeunes désirant créer leurs propres entreprises ont été formés en techniques de création et de gestion de micro entreprises. Au total 221 jeunes ont bénéficié des formations du FAIEJ dont 21% de femmes.

Selon l'âge, les jeunes de 31 à 40 ans ont plus bénéficié de cette formation (57%). Les jeunes de 15 à 20 ans sont les moins représentés (1,0%).

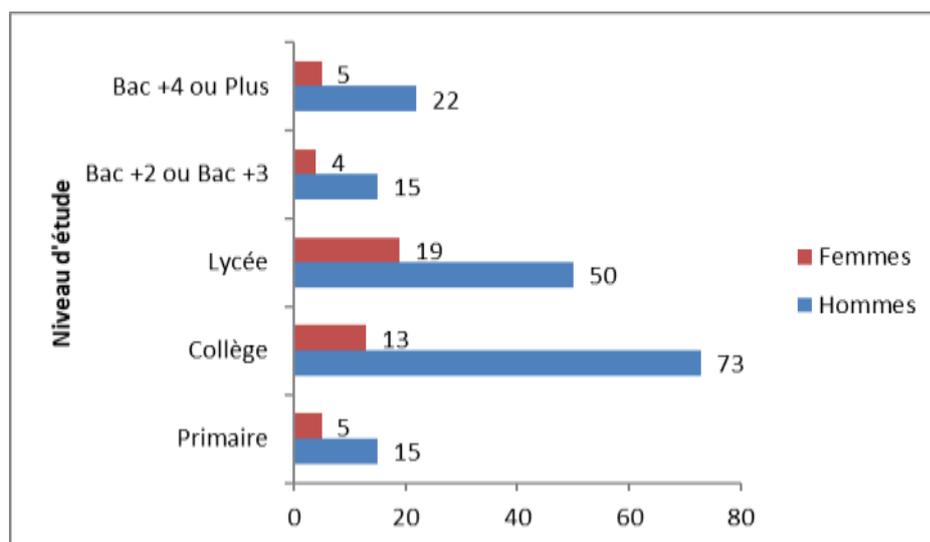
Tableau 7 : Répartition des jeunes formés selon l'âge et le sexe au second semestre 2018

N°	Niveau d'instruction	Hommes		Femmes		Ensemble	
		Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
1	15 à 20 ans	0	0	2	1	2	1
2	21 à 25 ans	24	11	5	2	29	13
3	26 à 30 ans	41	19	22	10	63	29
4	31 à 40 ans	110	50	17	8	127	57
Total		175	79	46	21	221	100

Source : FAIEJ, calculs DOE

La répartition selon le diplôme montre que les jeunes ayant un niveau d'instruction du secondaire (collège et lycée) ont plus bénéficié des formations en création d'entreprises (respectivement 86 et 69). Les porteurs de projets d'entreprises ayant le niveau BAC+2/3 sont les moins représentés (19). Quel que soit le niveau d'instruction des jeunes formés, il est remarqué une faible représentation féminine.

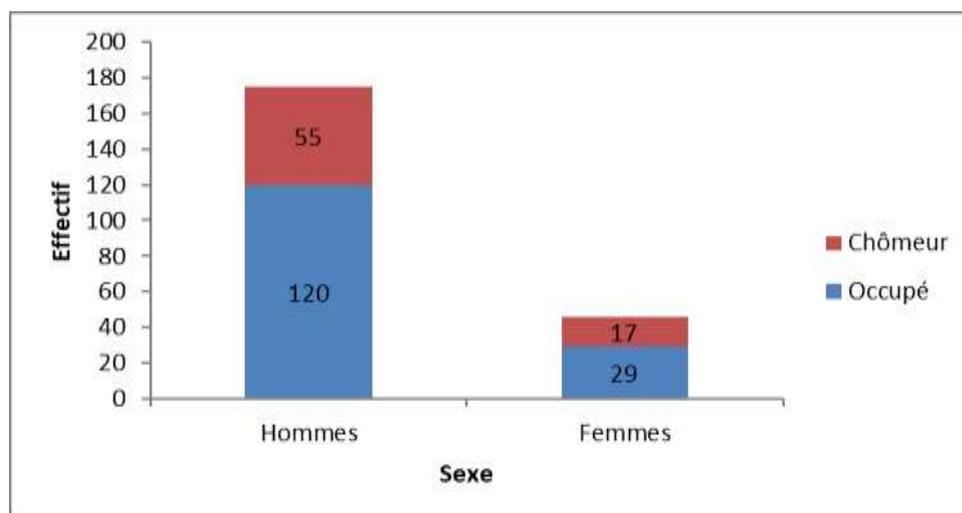
Graphique 7 : Répartition des jeunes formés en technique de création et de gestion de micro entreprise par le FAIEJ selon le niveau d'instruction et le sexe au cours du second semestre 2018



Source : FAIEJ, calculs DOE

Par ailleurs, selon le statut professionnel, 72 bénéficiaires des formations étaient des chômeurs. Le reste des formés (149) ont une occupation et compte une minorité de femme (29).

Graphique 8 : Répartition des jeunes formés en technique de création et de gestion de micro entreprise par le FAIEJ selon le niveau d’instruction et le sexe au cours du second semestre 2018



Source : FAIEJ, calculs DOE

➤ **Soumission et financement des projets d’affaires**

Sur la période de juillet à décembre 2018, le FAIEJ a enregistré 239 demandes de financement de projets. Parmi ces projets, le secteur agropastoral est plus représenté avec 38,0 % des projets dont 5,0% portés par des femmes. Le secteur de la transformation agro-alimentaire est le moins représenté soit 5,0% des projets soumis.

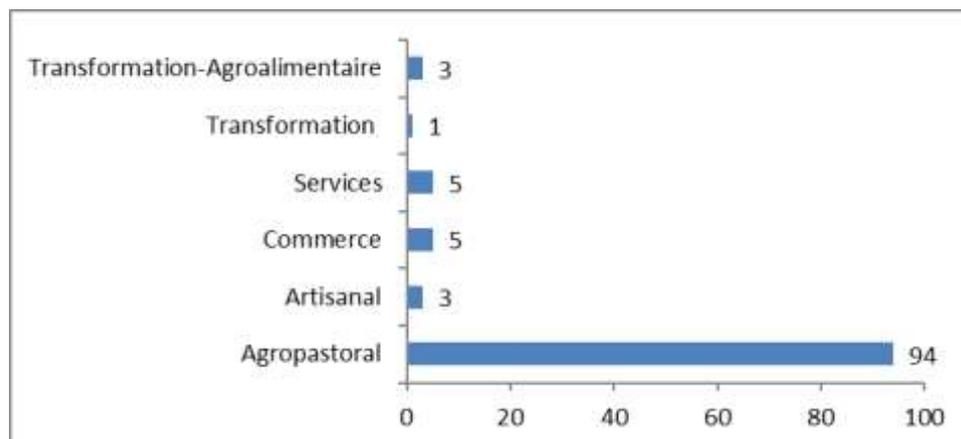
Tableau 8 : Répartition des projets soumis au financement selon le secteur d’activité de juillet à décembre 2018

Branche d’activités	Hommes	Pourcentage	Femmes	Pourcentage	Total	Pourcentage
Agropastoral	79	33,1	11	4,6	90	37,7
Artisanat	42	17,6	18	7,5	60	25,1
Commerce	20	8,4	12	5,0	32	13,4
Services	33	13,8	11	4,6	44	18,4
Transformation agro-Alimentaire	10	4,2	3	1,3	13	5,4
Total	184	77,0%	55	23,0	239	100,0

Source : FAIEJ, calculs DOE

Au cours de la même période, 111 projets soumis ont été financés par le FAIEJ dont la majorité (94) concerne des activités agropastorales soit 85,0% ; un seul projet portait sur la transformation agroalimentaire.

Graphique 9: Répartition des projets d'affaires financés par le FAIEJ selon les secteurs d'activité de juillet à décembre 2018



Source : FAIEJ, calculs DOE

Par ailleurs, sur l'ensemble des projets financés, seuls 25 étaient portés par des femmes soit 23,0%.

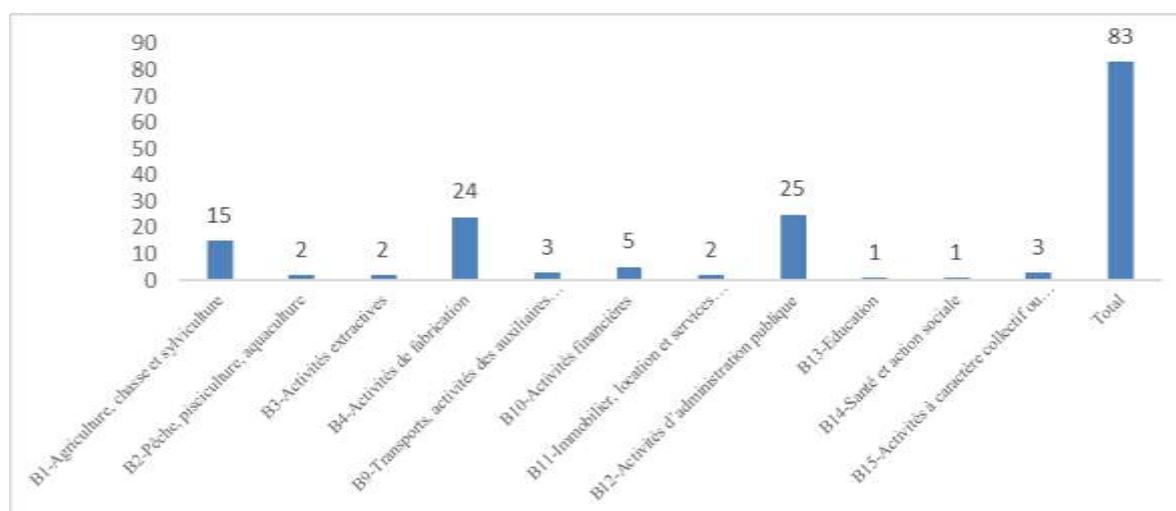
4- L'Agence nationale de promotion et de garantie de financement des PME/PMI (ANPGF)

L'ANPGF est un dispositif du gouvernement qui a pour objectif d'assister les petites et moyennes entreprises qui évoluent dans les secteurs de la production des biens et services en vue de leur promotion et de la facilitation de l'accès au financement de leurs activités.

➤ Nombre de projets enregistrés

Au cours du second semestre 2018, l'ANPGF a enregistré 83 projets relevant de 11 secteurs d'activités. Les secteurs d'activités comme activités d'administration publique (25), fabrication (24) et l'agriculture (15) enregistrent le plus grand nombre de projets.

Graphique 10 : Répartition des projets enregistrés par l'ANPGF selon la branche d'activités du projet d'entreprise de juillet à décembre 2018



Source : ANPGF, calculs DOE

➤ Profil des promoteurs

La plupart des promoteurs (46) ayant soumis des projets ont un niveau d'instruction minimum équivalent au BAC+2. Il faut souligner qu'un projet a été soumis par un promoteur sans aucun niveau d'instruction.

Selon le sexe des promoteurs, 13 projets ont été soumis par les femmes.

Tableau 9 : Nombre de projets enregistrés par l'ANPGF selon le niveau d'instruction et le sexe du promoteur de juillet à décembre 2018

N°	Niveau d'instruction	Hommes	Femmes	Ensemble
1	Aucun	1	0	1
2	Primaire	1	0	1
3	Premier cycle du secondaire (Collège)	2	2	4
4	Deuxième cycle du secondaire général (Lycée)	9	2	11
5	Deuxième cycle du secondaire technique et professionnel	8	2	10
6	Bac +2 ou Bac + 3	20	5	25
7	Bac + 4 ou Plus	19	2	21
8	Non déclaré	10	0	10
	Total	70	13	83

Source : ANPGF, calculs DOE

➤ Renforcement de capacités des promoteurs

Au cours de la période de juillet à décembre 2018, les promoteurs ont eu à bénéficier des formations de renforcement des capacités en appui-conseil et en techniques managériales des entreprises.

En effet, l'ANPGF a apporté un appui conseil à 97 promoteurs dont 11 femmes. De plus, elle a renforcé les capacités managériales de 906 promoteurs d'entreprises dont 97 femmes.

Tableau 10 : Répartition des promoteurs formés par l'ANPGF selon le type de renforcement suivi et par sexe de juillet à décembre 2018

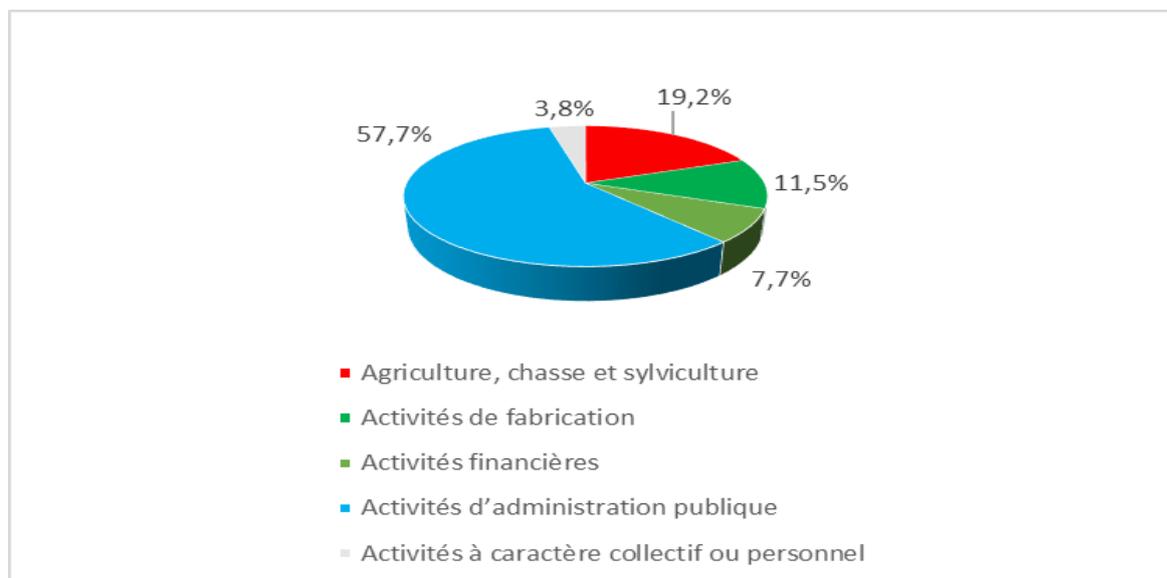
N°	Type de renforcement suivi	Hommes	Femmes	Total
1	Appui -Conseil	86	11	97
2	Formation en techniques managériales des entreprises	809	97	906
	Total	895	108	1003

Source : ANPGF, calculs DOE

➤ Projets d'entreprises financés par l'ANPGF

L'ANPGF a financé au total 26 projets d'entreprises. La branche d'activités d'administration publique a bénéficié du plus grand nombre de projets financés (15, soit 58,0%).

Graphique 11 : Répartition (%) des projets d'entreprises financés par l'ANPGF selon la branche d'activités du projet d'entreprise de juillet à décembre 2018 –à refaire, un chiffre après la virgule et changer la couleur blanche-



Source : ANPGF, calculs DOE

La répartition des porteurs de projets financés par niveau d'étude révèle que ceux ayant le niveau BAC+2/3 sont plus nombreux (13) suivis de ceux de niveau BAC+4 ou plus (7). Ceux qui n'ont aucun niveau d'instruction ou ont un niveau primaire n'ont pas eu de projet financé.

Tableau 11 : Répartition des projets d'entreprises financés par l'ANPGF selon le niveau d'instruction et le sexe du promoteur de juillet à décembre 2018

N°	Niveau d'instruction	Hommes	Femmes	Ensemble
1	Aucun	0	0	0
2	Primaire	0	0	0
3	Premier cycle du secondaire (Collège)	2	0	2
4	Deuxième cycle du secondaire général (Lycée)	2	0	2
5	Deuxième cycle du secondaire technique et professionnel	1	1	2
6	Bac + 2 ou Bac + 3	11	2	13
7	Bac +4 ou Plus	5	2	7
	Total	21	5	26

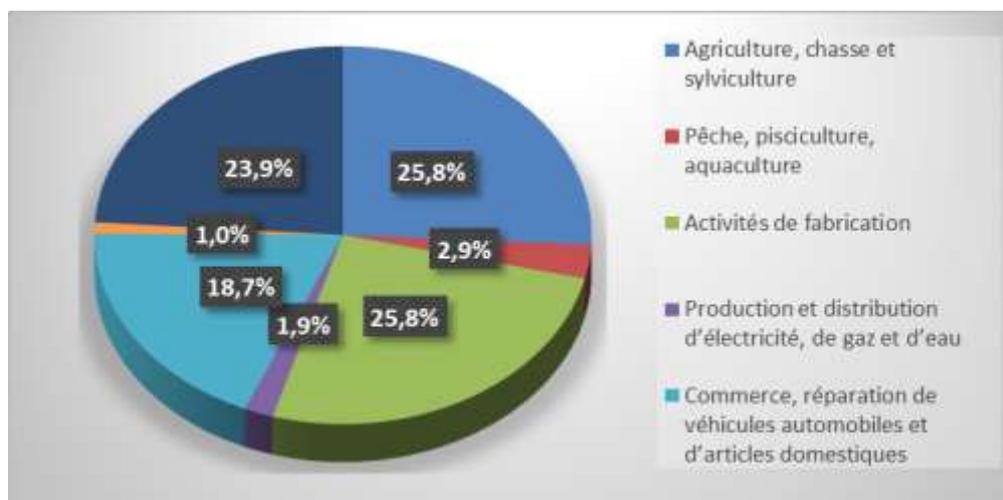
Source : ANPGF, calculs DOE

5. Programme d'appui au développement à la base (PRADEB)

Le PRADEB appuie les jeunes désireux de créer leurs activités génératrices de revenus ou d'entreprendre dans les différents secteurs de l'économie. Au total, 10 jeunes dont 3 femmes ont été enregistrés au cours du second semestre 2018.

En somme, 104 projets ont été financés par le PRADEB. Ces projets émanent des secteurs de la « fabrication » (30,8%), de « l'agriculture, chasse et sylviculture » (21,1%) et du « commerce, réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques » (21,1%) et des « activités à caractère collectif ou personnel » (26,9%).

Graphique 12 : Répartition des projets financés selon la branche d'activité de juillet à décembre 2018 -graphique à refaire



Source : PRADEB, calculs DOE

Chapitre 3 : Formation et marché du travail

Le secteur de l'éducation est un maillon essentiel du système d'informations sur le marché du travail. Il contribue à alimenter la demande d'emploi. Ainsi, les statistiques relatives à l'enseignement supérieur et à l'enseignement technique et professionnel sont analysées dans ce chapitre.

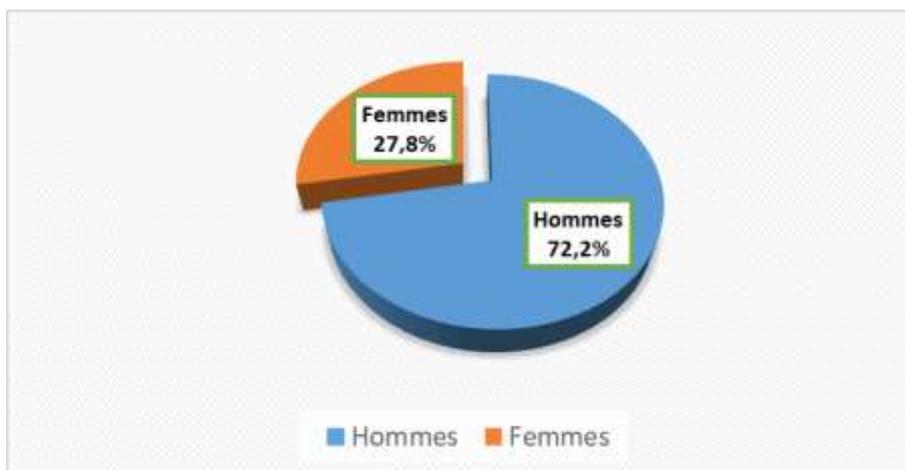
1- Enseignement supérieur

Les informations traitées dans cette partie sont uniquement celles de l'université de Lomé (UL).

1.1- Effectif des diplômés

Au cours de l'année académique 2017/2018, il est enregistré 3 826 étudiants diplômés dont 27,8% de filles à l'université de Lomé. Ces informations proviennent de 17 établissements sur 18 que compte l'université. Le seul établissement n'ayant pas fourni les informations sur les diplômés est l'Ecole nationale supérieure d'ingénieurs (ENSI).

Graphique 13 : Répartition des diplômés de l'UL selon le sexe en 2017-2018



Source: UL, calculs DOE

Suivant le type de diplôme obtenu, les étudiants titulaires d'une licence sont les plus représentés (3 375), soit 88,2% de l'ensemble des diplômés. Les titulaires de Brevet de technicien supérieur (BTS) sont les moins représentés avec un effectif de 29 diplômés dont 24 femmes.

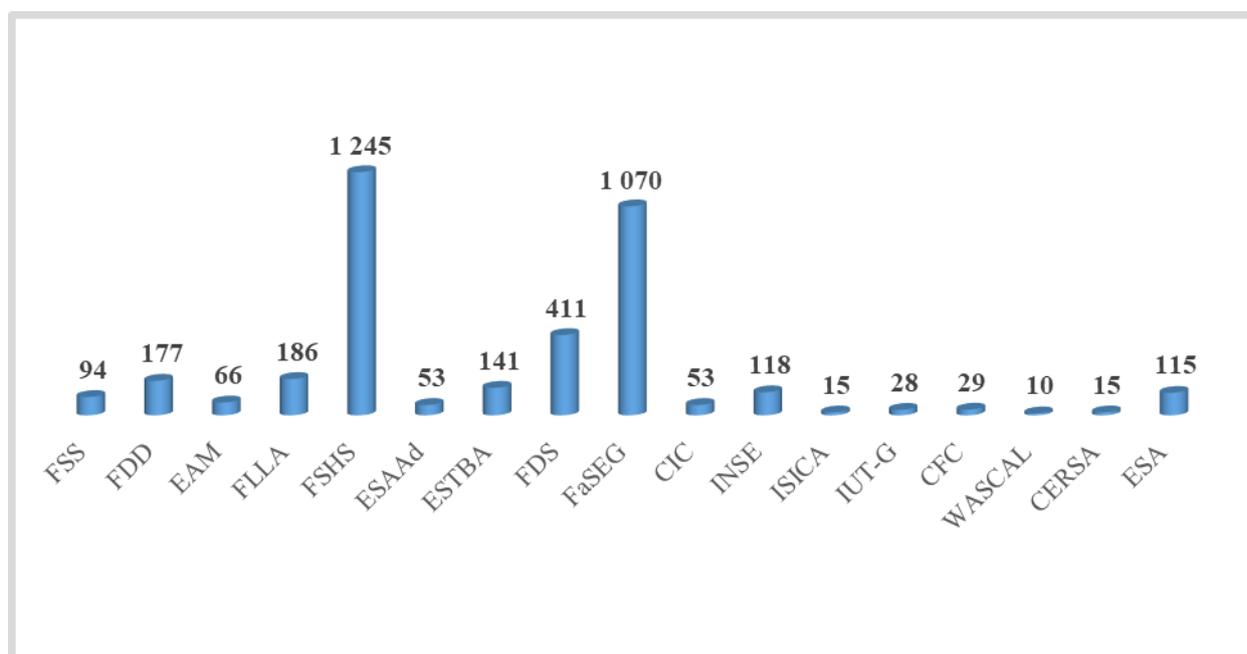
Tableau 12 : Répartition des diplômés de l'UL selon le sexe et le type de diplôme en 2017-2018

DIPLOME	HOMMES	FEMMES	TOTAL
BTS	05	24	29
LICENCE	2 411	964	3 375
DESS/MASTER	197	48	245
DOCTORAT	149	28	177
TOTAL	2 762	1 064	3 826

Source : UL et calculs DOE

L'analyse selon les différents établissements de l'UL montre que sur un total de 3 826 diplômés, la faculté des sciences de l'homme et de la société a enregistré 1 245 diplômés et la faculté des sciences économiques et de gestion 1 070. Le Centre Ouest Africain de service scientifique sur les changements climatiques et l'utilisation adaptée des terres (WASCAL) a délivré 10 diplômes, l'Institut des sciences de l'information, de la communication et des arts (ISICA) et le Centre d'excellence régional sur les sciences aviaires (CERSA) avec 15 diplômés chacun.

Graphique 14 : Répartition des diplômés de UL par faculté, école ou institut en 2017-2018



Source: UL, calculs DOE

Par ailleurs, les résultats de l'examen du Brevet de technicien supérieur (BTS) au cours de l'année académique 2017-2018 présentent un taux national d'admissibilité de 46,5% sur 3 518 candidats présents répartis dans 35 filières.

En outre, il est enregistré des diplômés dans les établissements publics hors universités. En effet, il est dénombré 65 diplômés à l'Ecole nationale de formation sociale dont 37 femmes,

105 sages-femmes à l'Ecole nationale des sages-femmes, 254 dont 67 femmes à l'école nationale des auxiliaires médicaux et 318 étudiants dont 24 femmes à l'Ecole normale supérieure d'Atakpamé au cours de l'année académique 2017-2018.

2- Situation des admis aux examens scolaires et professionnels

Les résultats des examens nationaux à savoir le Certificat de fin d'apprentissage (CFA), le Certificat de qualification professionnelle (CQP), le Certificat d'aptitude professionnelle (CAP), le Brevet de technicien (BT) organisés par le Ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle (METFP) et le Baccalauréat deuxième partie (Bac2) organisé par l'Office du Baccalauréat sont présentés dans cette partie.

Pour le compte de l'année académique 2017-2018, à l'examen du CFA, 21 217 apprenants (dont 16 193 filles) ont été déclarés admis sur 21 670 candidats présentés, soit un taux de réussite de 96,3%.

S'agissant du CAP, les résultats ont montré que 2 436 candidats (dont 324 filles) sont admis sur 2 995 candidats présentés, soit un taux de réussite de 81,3%.

Concernant le BT, on relève un taux d'admissibilité de 57,1% représentant 919 admis (dont 206 filles) sur 1 609 candidats présentés.

Selon la localisation géographique, la région de la Kara a obtenu le taux de réussite le plus élevé au CAP (91,4%) et au BT (75,1%). Par contre, Lomé commune a obtenu le taux de réussite le plus élevé au BEP (66,5%) et la région des Savanes, au CFA (97,7%).

Tableau 13 : Répartition des taux de réussite aux examens selon la région en 2017/2018

Régions	CAP	BEP	BT	CFA
Lomé Commune	83,3%	66,5%	62,8%	95,4%
Maritime	91,3%	0,0%	56,6%	57,4%
Plateaux	87,5%	30,0%	46,5%	92,1%
Centrale	69,6%	0,0%	49,0%	72,9%
Kara	91,4%	33,3%	75,1%	82,1%
Savanes	70,7%	25,0%	46,5%	97,7%
Ensemble	81,3%	60,9%	57,1%	96,3%

Source : METFP, calculs DOE.

En 2018, il est enregistré 56 790 candidats au baccalauréat dont 15,7% au baccalauréat technique. L'effectif total des admis est de 31 839, soit un taux de réussite global de 56,1%. En considérant le type de baccalauréat, ce taux de réussite est de 53,5% à l'enseignement général et de 69,7% à l'enseignement technique.

3- Renforcement de capacités

Placé sous la tutelle du Ministère chargé de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, le Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels (FNAFPP) est l'organisme public qui assure le financement des formations continues du personnel des entreprises publiques, parapubliques et privées.

Dans l'exercice de cette mission, le FNAFPP a financé le renforcement des capacités de 1 214 agents dont 257 femmes, soit 23,6%.

Selon le statut juridique de l'entreprise, les salariés bénéficiaires des formations sont en majorité du secteur public (73,2%). Les salariés du parapublic, ont relativement moins bénéficié des appuis du FNAFPP (9,4%).

Tableau 14 : Répartition des salariés ayant suivi une formation professionnelle par secteur et par sexe au cours du deuxième semestre 2018

Secteurs	Nombre de salariés formés		
	Hommes	Femmes	Ensemble
Public	667	222	889
Parapublic	93	21	114
Privé	167	44	211
Total	927	287	1214

Source : FNAFPP, 2018

Par ailleurs, le FNAFPP a apporté son appui financier à 12 entreprises privées dirigées toutes par des hommes.

Tableau 15 : Effectif des entreprises ayant bénéficié d'un financement par région et selon le sexe du chef de l'entreprise au cours du deuxième semestre 2018

Régions	Hommes	Femmes	Ensemble
Lomé commune	5	0	5
Maritime	5	0	5
Plateaux	2	0	2
Centrale	0	0	0
Kara	0	0	0
Savanes	0	0	0
Total	12	0	12

Source : FNAFPP, 2018

Selon la situation géographique, les entreprises financées sont essentiellement localisées dans Lomé commune et la région Maritime.

CHAPITRE 4 :
Relations de travail et sécurité sociale

Ce chapitre analyse les informations relatives aux relations de travail entre les employeurs et les travailleurs fournies par la Direction générale du travail (DGT), l'Institut national d'assurance maladie (INAM) et le Groupement togolais des petites et moyennes entreprises et industries (GT PME/PMI) au cours du deuxième semestre 2018.

1- Contrats visés

La DGT a visé au deuxième semestre 2018, un total de 3 128 contrats de travail. Les contrats des expatriés représentent une proportion très faible (1,6%). Des contrats des nationaux visés (3 077), il est dénombré plus de contrats à durée déterminée (2 761) que de contrats à durée indéterminée (316).

Suivant les régions, Lomé Commune enregistre un peu plus de la moitié des contrats visés pour les nationaux (54,6%). Les régions Centrale et des Savanes ont enregistré les taux les plus faibles avec respectivement 3,6% et 1,5%. Les mêmes tendances sont observées lorsqu'on considère le type de contrats par région.

Tableau 16 : Répartition des contrats des nationaux visés selon le type et la région au deuxième semestre 2018

Régions	Contrat		Total	%
	Durée déterminée	Durée indéterminée		
Lomé	1 548	134	1 682	54,6
Maritime	216	44	260	8,4
Plateaux	761	88	849	27,6
Centrale	86	24	110	3,6
Kara	118	13	131	4,3
Savanes	32	13	45	1,5
Total	2 761	316	3 077	100,0

Source : DGT, calcul DOE

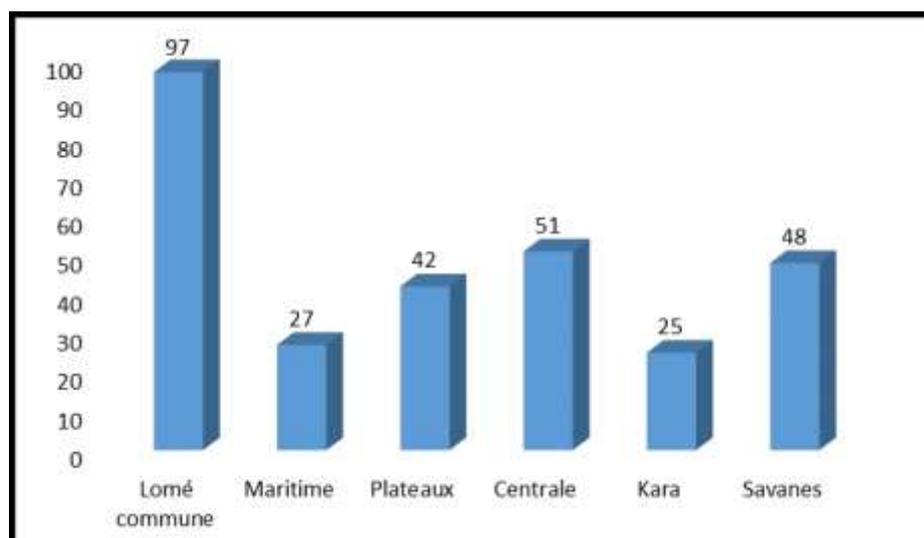
L'analyse des contrats des expatriés montre que, des 51 contrats visés, 38 proviennent des pays d'Afrique et autres pays africains.

2- Fermeture d'entreprises et licenciements

Le deuxième semestre 2018 a vu 2 entreprises fermées, toutes issues du secteur privé. Ces fermetures sont intervenues dans Lomé Commune pour motifs de difficultés économiques.

S'agissant du licenciement, au total, 290 agents ont été licenciés au deuxième semestre 2018. Les hommes ont été les plus touchés (215). Lomé Commune a enregistré la majeure partie de ces licenciements (97), suivi de la région Centrale (51). La région de la Kara a connu moins de licenciements (25).

Graphique 15 : Répartition des licenciements enregistrés par région de juillet à décembre 2018



Source : DGT, calcul DOE

La classification suivant la catégorie socioprofessionnelle montre que les ouvriers ont été les plus licenciés (116). Les cadres supérieurs étaient les moins licenciés (13).

Tableau 17 : Répartition des licenciements enregistrés selon la catégorie socioprofessionnelle et le sexe de juillet à décembre 2018

Catégorie socioprofessionnelle	Hommes	Femmes	Ensemble
Cadre supérieur	09	04	13
Cadre moyen et agent de	43	09	52
Ouvrier	87	29	116
Employé	65	26	91
Manœuvre et assimilé	11	7	18
Total	215	75	290

Source : DGT, calculs DOE

Plusieurs motifs ont justifié les licenciements durant le second semestre 2018. En effet, des agents ont été licenciés principalement pour faute (140). Ils sont suivis par ceux licenciés pour motif économique (78). Les licenciements basés sur la volonté de l'employeur sont les moins courants (06).

Il faut noter en outre, que certains agents ont été licenciés sans aucun motif légitime (16).

Tableau 18 : Répartition des licenciements enregistrés selon le motif et le sexe de juillet à décembre 2018

Motifs de licenciement	Hommes	Femmes	Ensemble
Economique	58	20	78
Faute lourde	21	15	36
Faute	114	26	140
Volonté de l'employeur	1	5	6
Insuffisance professionnelle	12	2	14
Sans motif légitime	9	7	16
Total	215	75	290

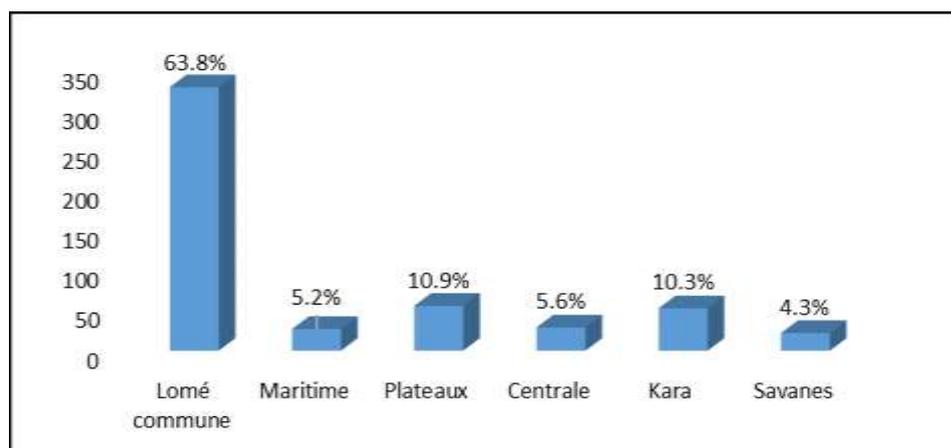
Source : DGT, calculs DOE

Par ailleurs, selon les branches d'activités, il est enregistré le plus grand nombre de licenciement (48 agents) dans la branche « Agriculture, chasse et sylviculture ». La branche « Activités de fabrication » a suivi avec 45 agents licenciés. Celles de la « pêche, pisciculture, aquaculture » (02 agents), des « activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique » (02 agents) et de l'« Immobilier, location et services aux entreprises » (03 agents) sont les moins touchées.

3- Conflits de travail

Il est enregistré 516 différends de travail qui ont été traités par la DGT. L'analyse par région montre que Lomé Commune a enregistré plus de la moitié des conflits traités (63,8%). Les régions des Savanes (4,3%) et Maritime (5,2%) ont eu les faibles taux de règlement des conflits.

Graphique 16 : Répartition (%) des conflits employeur/travailleur traités selon les régions de juillet à décembre 2018



Source : DGT, calcul DOE

Ce semestre, a en outre enregistré 11 préavis d'arrêt de travail. Ces préavis ont été observés plus dans la branche « Activités de fabrication » avec 03 arrêts. Quant aux branches « Agriculture, chasse et sylviculture », « Construction », « Commerce, réparation de véhicules

automobiles et d'articles » et « Immobilier, location et services aux entreprises », elles ont connu chacune 02 arrêts de travail (Tableau 23, annexe).

A la date du 31 décembre 2018, 13 négociations syndicales ont été effectuées entre les employeurs et les syndicats. La branche « Activités de fabrication » est celle qui a plus enregistré de négociations syndicales (03). La branche « Transports, activités des auxiliaires de transport et communication » est celle qui a enregistré une (1) seule négociation syndicale.

Face aux échecs de certaines négociations syndicales, des grèves ont été observées dans certaines branches d'activités. Au total, 11 grèves ont été observées dans le secteur privé. La branche « Activités de fabrication » est celle qui a plus connu de grèves (3) de 2 jours.

Par ailleurs, tableau les branches « Activités de fabrication », « Construction » et « Santé et action sociale » ont connu une grève de plus de 3 jours (Tableau 24, annexe).

Parmi les 11 grèves observées, 9 sont dues au non-respect des horaires de travail, au retard dans le paiement de salaire et à la non amélioration du salaire et des conditions de travail, soit 3 grèves chacune. Le licenciement pour faute lourde (1) et la procédure disciplinaire (1) sont à l'origine des deux autres grèves.

4- Inspecteurs et médecins du travail recrutés

Pour bien contrôler la collaboration de travail entre employeurs/employés, des inspecteurs du travail ont été recrutés et affectés à la DGT entre juillet et décembre 2018. Sur 77 inspecteurs de travail, seulement 20 sont des femmes. Lomé Commune a bénéficié de plus d'inspecteurs (23) avec une supériorité numérique des femmes (14). Le plus bas effectif des inspecteurs de travail (6) est enregistré dans la Région Centrale.

Tableau 19 : Répartition des inspecteurs du travail enregistrés au 31 décembre 2018 par région et par sexe

Régions	Hommes	Femmes	Ensemble
Lomé commune	09	14	23
Maritime	13	02	15
Plateaux	10	04	14
Centrale	06	00	06
Kara	12	00	12
Savanes	07	00	07
Total	57	20	77

Source : DGT, calculs DOE

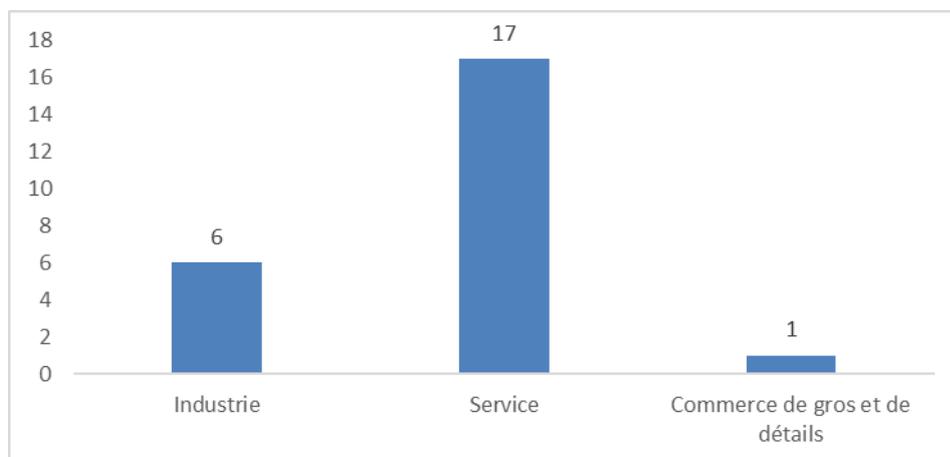
Au cours de la même période, dans le domaine sanitaire et sur l'ensemble du territoire national, aucun médecin du travail n'a été recruté.

5- Regroupement des PME/PMI

Le Groupement togolais des petites et moyennes entreprises et industries (GTPME/PMI) compte 24 entreprises affiliées au second semestre 2018. Ces entreprises membres sont en majorité des entreprises de service (17) suivies des entreprises industrielles (06). On y compte également une seule entreprise commerciale.

Tenant compte de la forme juridique, la majorité sont des Sociétés à responsabilité limitée (21).

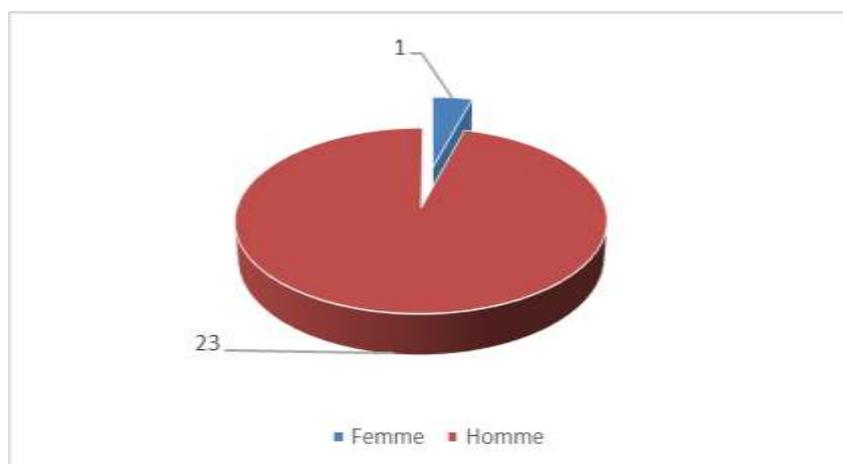
Graphique 17 : Répartition des entreprises de l'organisation en date du 31 décembre 2018 selon le domaine d'activités



Source : GT PME/PMI, calculs DOE

Notons que sur l'ensemble des entreprises affiliées à GT PME/PMI, seule une est dirigée par une femme.

Graphique 18 : Répartition des entreprises de l'organisation en date du 31 décembre 2018 selon le sexe du premier responsable



Source : GT PME/PMI, calculs DOE

6- L'Institut national d'assurance maladie (INAM)

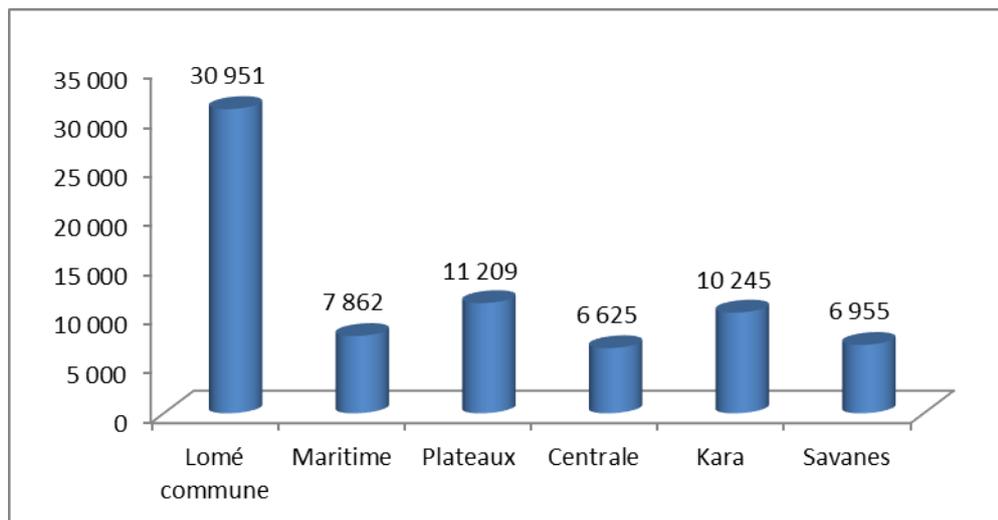
L'Institut national d'assurance maladie (INAM) est l'une des structures contribuant au régime togolais de sécurité sociale. Ses prestations couvrent, entre autres, les accidents et les maladies. Les principaux bénéficiaires sont les agents publics en fonction ou à la retraite. Les informations traitées dans cette partie sont relatives à ces bénéficiaires et aux prestations reçues.

• Agents immatriculés à l'INAM

Au total 96 706 agents publics sont immatriculés à l'INAM au 31 décembre 2018. Parmi eux, seulement 19 047 sont des femmes, soit 19,7%. La plupart des agents immatriculés sont en activité (76,4%).

Concernant les agents publics en activité, ils sont au nombre 73 847 dont 13 966 femmes, soit 18,9% immatriculés et cotisant à l'INAM. La répartition de ces agents publics en activité par région montre que la plupart sont enregistrés à Lomé (30 951) suivi de la région des Plateaux (11 209) et de la région de la Kara (10 245). La région des Savanes (6 955) compte le moins d'agents publics immatriculés en activité.

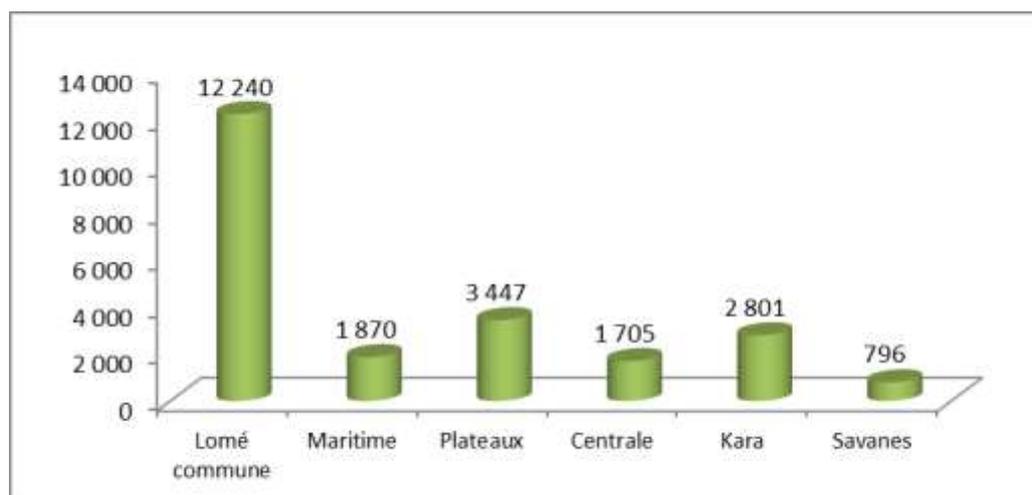
Graphique 19 : Répartition des agents publics en activité inscrits à l'INAM par région en 2018



Source : INAM, calculs DOE

Les agents publics à la retraite immatriculés et cotisant à l'INAM sont au nombre de 22 859 au 31 décembre 2018. La plupart d'entre eux sont des hommes (77,8%). Tout comme les agents en activité, les agents publics à la retraite sont plus enregistrés dans Lomé commune (12 240), suivis de ceux de la région des Plateaux (3 447) et de la région de la Kara (2 801). Ils sont les moins enregistrés dans la région des Savanes (796).

Graphique 20 : Répartition des agents publics à la retraite inscrits à l'INAM par région en 2018



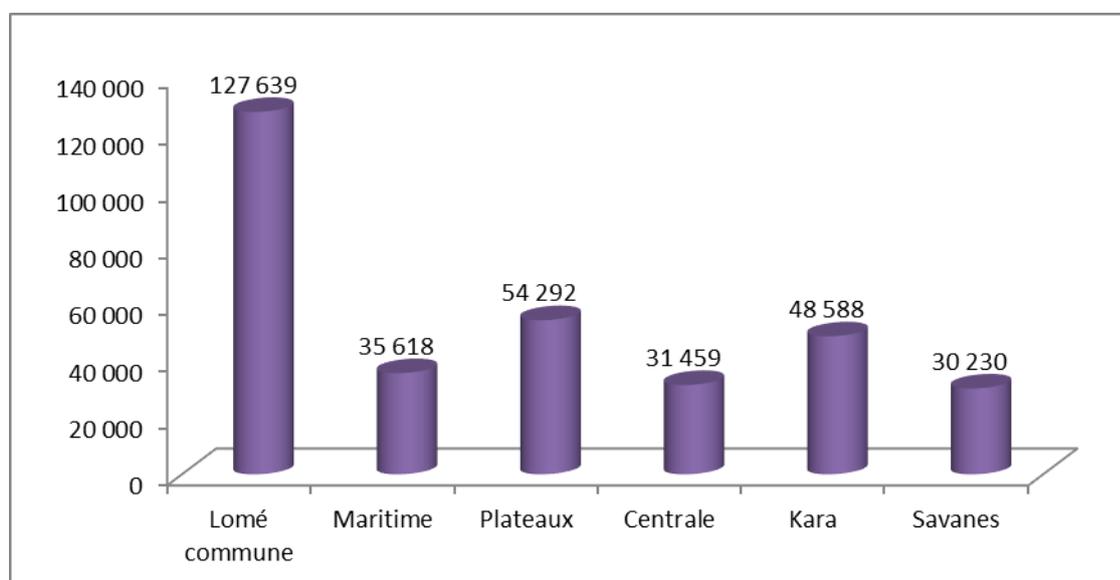
Source : INAM, calculs DOE

- **Bénéficiaires des prestations de l'INAM**

Le nombre de bénéficiaires des prestations de l'INAM enregistrés en 2018 s'élève à 327 826. La plupart de ces bénéficiaires sont de sexe masculin (173 492), soit 52,9%.

Ils sont plus enregistrés à Lomé commune (127 639) suivi de la région des Plateaux (54 292) et de la région de la Kara (48 588). Les régions des Savanes (30 230) et Centrale (31 459) ont enregistré moins de bénéficiaires que les autres régions.

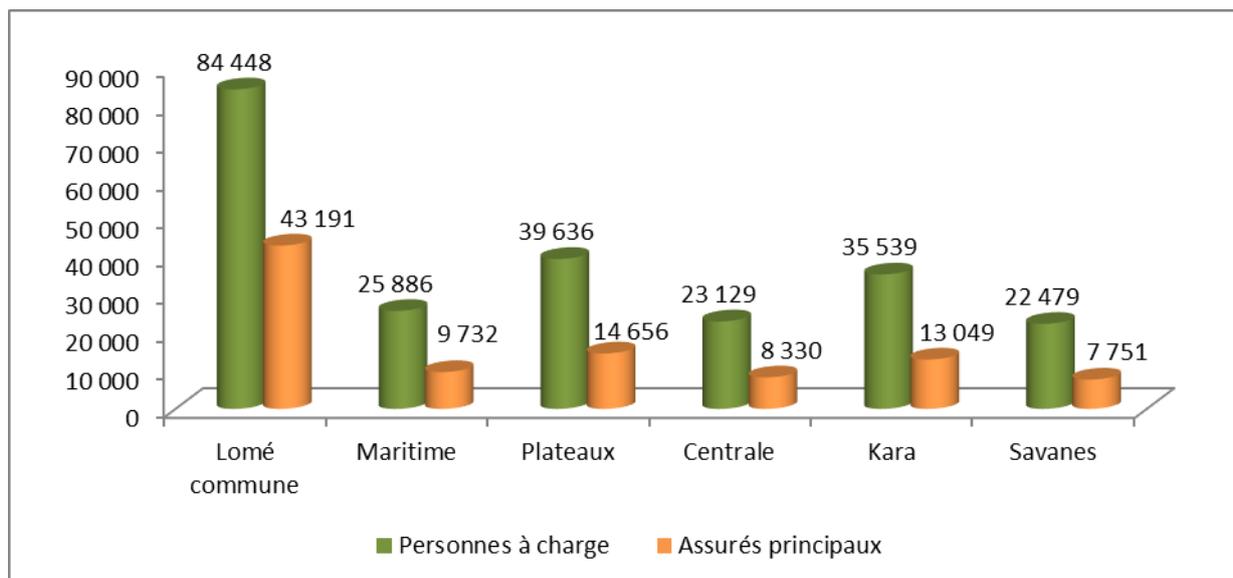
Graphique 21 : Répartition des bénéficiaires des prestations de l'INAM par région en 2018



Source : INAM, calculs DOE

Ces bénéficiaires sont composés d'assurés principaux (96 709) et de personnes à charge (231 117). Dans toutes les régions, il est observé plus de personnes à charge bénéficiaires en 2018 que d'assurés principaux bénéficiaires.

Graphique 22 : Répartition des bénéficiaires des prestations de l'INAM par catégories selon les régions en 2018.



Source : INAM, calculs DOE

CHAPITRE 5 : Indicateurs socioéconomiques

Ce chapitre traite de la situation des prix moyens de certains biens essentiels et les caractéristiques des entreprises créées au Centre de formalités des entreprises (CFE) au cours du second semestre 2018.

1. Prix moyens de certains produits de première nécessité

Au cours du semestre, les prix moyens de quelques biens de première nécessité ont connu des variations. Les prix moyens des céréales, des produits carnés et halieutiques ont baissé. Par contre les prix moyens de l'huile rouge de palme et des produits pétroliers (essence sans plomb et gasoil) ont vu leur niveau augmenté. Il en est de même du prix moyen au kg du charbon de bois mais ceux du kilogramme du gaz butane sont restés stables.

Le prix moyen du maïs en grains crus a baissé jusqu'en novembre avant de remonter à 159F/kg en décembre. Le prix moyen du mil a connu deux périodes de baisse entrecoupées d'une phase de hausse. En effet, du début du semestre en octobre, le prix moyen du mil a baissé, avant de remonter pour atteindre 398F/kg. Ce prix a chuté de 20F à la fin du semestre. L'évolution du prix moyen du riz importé en vrac est similaire à celle du mil au cours du semestre.

Le prix moyen de la viande de bœuf frais avec os au kg a baissé jusqu'en août. Puis, il s'est stabilisé de septembre à octobre, avant de remonter à 1 885F/kg en novembre pour chuter à 1875F/kg à la fin du semestre.

Le prix moyen du chinchard congelé et celui du chinchard fumé ont diminué jusqu'en octobre atteignant respectivement 1 384F/kg et 1 928F/kg. En novembre, ils ont connu une phase de hausse qui s'est prolongée jusqu'en décembre pour le chinchard congelé (1 424F/kg).

Par contre, le prix moyen du chinchard fumé a vu son niveau baissé de 41F par rapport à celui de novembre.

Le prix moyen de l'huile rouge de palme au litre a augmenté au cours du semestre contrairement à celui de l'huile végétale locale industrielle qui a baissé.

Le prix moyen de la tomate fraîche locale a baissé de manière générale avec une évolution en dents de scie. De 600F/kg en début de semestre, il a diminué à un niveau de 365F/kg en septembre, avant de remonter à 548F/kg en novembre pour finir à 514F/kg en décembre.

Le prix moyen du tubercule d'igname a connu une baisse drastique de 249F entre juillet et octobre, avant de remonter légèrement pour se situer à 271F/kg à la fin du semestre.

Le prix moyen du haricot blanc a diminué au cours du semestre. Par contre, celui du haricot rouge a connu différentes phases. Il a baissé dans un premier temps, suivi d'une période de hausse pour atteindre son pic (591F/kg) en septembre. Ce prix a décliné à nouveau pour se retrouver à 520F/kg à la fin du semestre.

Après une phase de baisse entre juillet et septembre, le prix moyen du charbon de bois a continuellement augmenté pour atteindre 126F/kg à la fin du semestre.

Tableau 20 : Le prix moyen de quelques produits de première nécessité au second semestre 2018

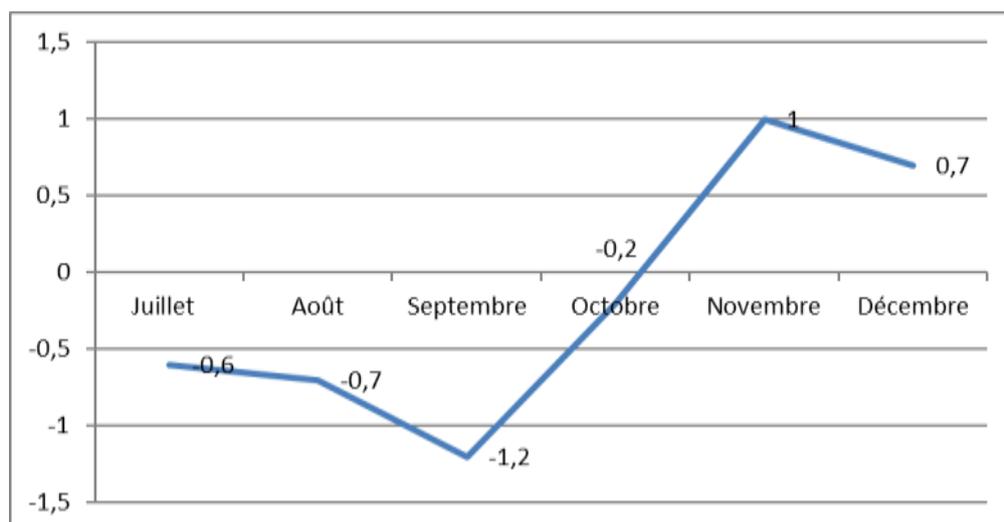
Désignation des produits	Unités	Prix moyen mensuel						Prix Moyen semestriel
		juil-18	août-18	sept-18	oct-18	nov-18	déc-18	
Maïs en grains crus	Kg	183	171	165	146	149	159	162
Mil	Kg	409	409	393	390	398	378	396
Riz importé en vrac	Kg	452	441	433	432	495	445	450
Viande de bœuf fraîche avec os	Kg	1 917	1 904	1 870	1 870	1 885	1 875	1887
Chinchard congelé	Kg	1 492	1 483	1 417	1 384	1 389	1 424	1432
Chinchard fumé	Kg	2 109	2 077	2 029	1 928	2 064	2 023	2038
Huile rouge de palme	L	1 002	1 043	1 080	1 062	1 079	1 060	1054
Huile végétale locale industrielle	L	724	709	708	709	712	718	713
Tomate fraîche locale	Kg	600	410	365	470	548	514	485
Tubercule d'igname	Kg	481	348	240	232	256	271	305
Gari	Kg	329	325	307	309	317	307	316
Haricot blanc	Kg	596	568	577	570	507	466	547
Haricot rouge	Kg	562	538	591	510	510	520	539
Charbon de bois	Kg	110	107	106	109	117	126	113
Essence super sans plomb	L	498	504	548	548	548	548	532
Gasoil	L	500	506	550	550	550	550	534
Gaz butane petite bouteille	6 Kg	3 120	3 120	3 120	3 120	3 120	3 120	3120
Gaz butane grande bouteille	12,5Kg	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6500

Source : INSEED

2. Taux d'inflation mensuel

Le taux d'inflation mensuel a évolué de -0,6% à 0,7% au cours du second semestre de 2018 en passant par différentes phases. Dans un premier temps, il est observé une baisse de juillet à septembre. Ensuite, il a connu une phase de hausse de septembre à novembre pour atteindre le pic (1%) avant de diminuer de 0,3 point à la fin du semestre.

Graphique 23 : Evolution du taux d'inflation mensuel au cours du second semestre de 2018

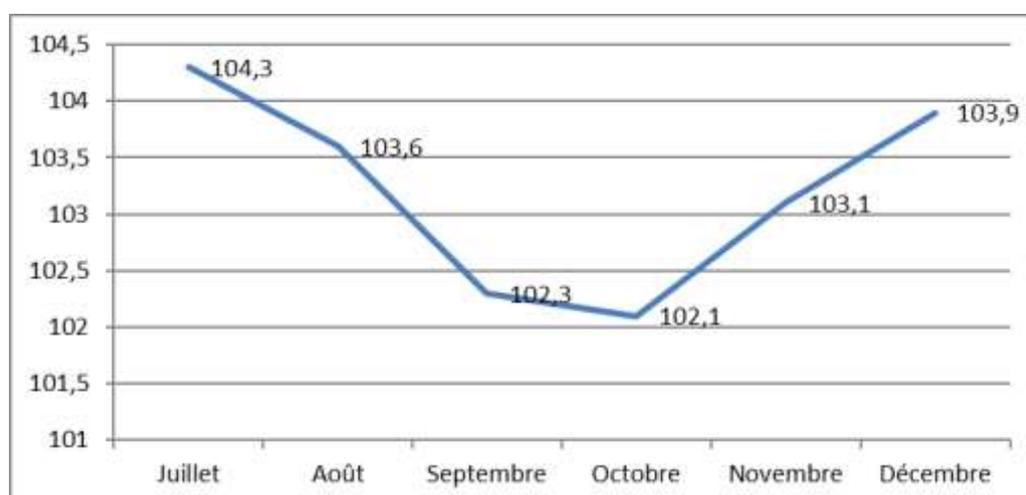


Source : INSEED, calculs DOE

3. Indice harmonisé des prix à la consommation

L'indice harmonisé des prix à la consommation a diminué au cours de la période. Il est passé de 104,3 en juillet à 103,9 en décembre 2018. En effet, il a diminué jusqu'en octobre (102,1), avant de connaître une phase ascendante pour se retrouver à un niveau en dessous de celui du début du semestre.

Graphique 24 : Indice mensuel des prix à la consommation au cours du second semestre de 2018



Source : INSEED, calculs DOE

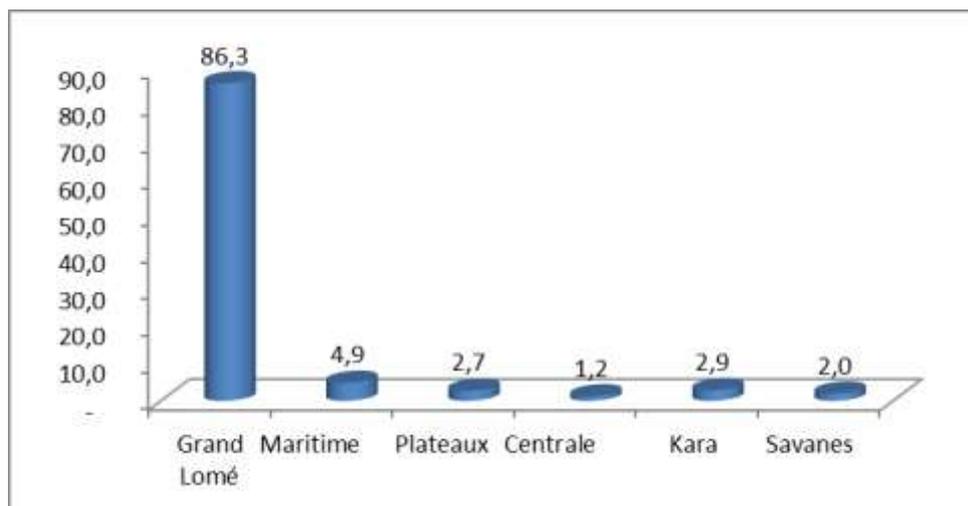
4. Création d'entreprises

Le nombre des entreprises créées et enregistrées au Centre de formalité d'entreprise (CFE) s'élève à 4 703 au second semestre de 2018. Les femmes sont à l'origine de la création d'un peu plus du quart de ces entreprises (26%).

- **Répartition spatiale des entreprises créées**

La majorité des entreprises enregistrées (86,3%) au CFE entre juillet et décembre 2018 ont leur siège dans le Grand Lomé (préfectures du Golfe et d'Agoè). Elles sont suivies par celles dont les sièges se trouvent dans les régions Maritime, de la Kara, des Plateaux et des Savanes avec respectivement 4,9%, 2,9%, 2,7% et 2,0%.

Graphique 25 : Répartition (%) des entreprises créées selon la région d'implantation au second semestre 2018

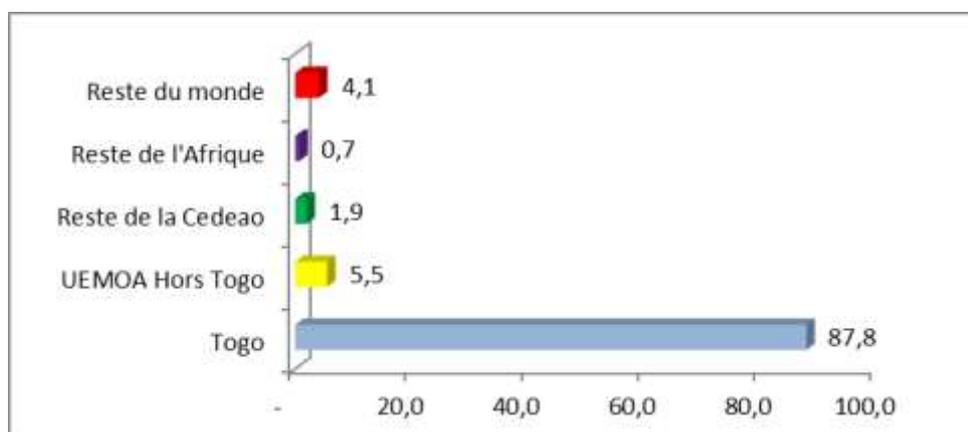


Source : CFE, calculs DOE

- **Nationalité des promoteurs des entreprises créées**

La quasi-totalité des promoteurs des entreprises créées sont d'origine africaine et proviennent des pays de la sous-région. Ainsi, les promoteurs de 87,5% des entreprises créées sont des togolais. Ceux de 5,5% des entreprises créées sont des citoyens de l'UEMOA (hors Togo). Ils sont suivis par ceux du reste du monde avec 4,1% des entreprises créées.

Graphique 26 : Répartition (%) des entreprises créées selon le pays ou la zone de provenance du promoteur au second semestre 2018

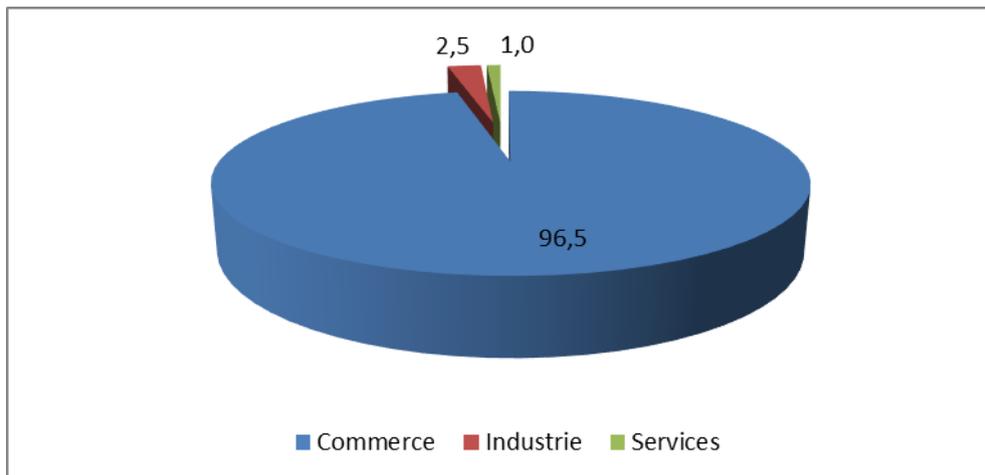


Source : CFE, calculs DOE

- **Secteur d'activités des entreprises créées**

La majorité des entreprises créées (96,5%) sont du secteur commercial. Une très faible proportion de ces entreprises créées exerce dans les secteurs des services et des industries avec respectivement 2,5% et 1,0%.

Graphique 27 : Répartition (%) des entreprises créées selon le secteur d'activités au second semestre 2018



Source : CFE, calculs DOE

- **Forme juridique des entreprises créées**

Les entreprises créées sont majoritairement des entreprises individuelles et représentent 71,5% de l'ensemble des entreprises. Elles sont suivies par les Sociétés à responsabilité limitée unipersonnelle (SARL U) et les Sociétés à responsabilité limitée (SARL) avec respectivement 15,2% et 11,7%.

Tableau 21 : Répartition des entreprises créées selon la forme juridique au second semestre 2018

FORME JURDIQUE	Effectif	%
BUREAU DE REPRESENTATION	1	0,0
COOPERATIVE SIMPLIFIEE	2	0,0
ENTREPRISE INDIVIDUELLE	3361	71,5
ETABLISSEMENT PUBLIC	1	0,0
GIE	3	0,1
SARL	551	11,7
SARL U	714	15,2
SAU	1	0,0
SOCIETE ANONYME (SA)	19	0,4
SOCIETE CIVILE	1	0,0
SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE	16	0,3
SOCIETE CIVILE PROFESSIONNELLE	2	0,0
SOCIETE D'ETAT	1	0,0
SOCIETE PAR ACTION SIMPLIFIEE	16	0,3
SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEES UNIPERSONNELLES	4	0,1
SUCCESSALE	10	0,2
Total	4703	100,0

Source : CFE, calculs DOE

ANNEXE

Tableau 22 : Répartition de licenciements enregistrés selon la branche d'activités et le sexe de juillet à décembre 2018

Branche d'activités	Hommes	Femmes	Ensemble
B1-Agriculture, chasse et sylviculture	46	2	48
B2-Pêche, pisciculture, aquaculture	2	0	2
B3-Activités extractives	14	0	14
B4-Activités de fabrication	39	6	45
B5-Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	13	4	17
B6-Construction	31	0	31
B7-Commerce, réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	22	16	38
B8-Hôtels et restaurants	12	6	18
B9-Transports, activités des auxiliaires de transport et communication	4	4	8
B10-Activités financières	5	8	13
B11-Immobilier, location et services aux entreprises	1	2	3
B12-Activités d'administration publique	0	0	0
B13-Education	11	11	22
B14-Santé et action sociale	4	7	11
B15-Activités à caractère collectif ou personnel	4	7	11
B16-Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	2	0	2
B17-Activités des organisations extraterritoriales	5	2	7
Total	215	75	290

Source: DGT, calculs DOE

Tableau 23 : Répartition de préavis d'arrêt de travail enregistrés de juillet à décembre 2018 selon la branche d'activités

Branche d'activités	Nombre de préavis
B1-Agriculture, chasse et sylviculture	2
B2-Pêche, pisciculture, aquaculture	0
B3-Activités extractives	0
B4-Activités de fabrication	3
B5-Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0
B6-Construction	2
B7-Commerce, réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	2
B8-Hôtels et restaurants	0
B9-Transports, activités des auxiliaires de transport et communication	0
B10-Activités financières	0
B11-Immobilier, location et services aux entreprises	2
B12-Activités d'administration publique	0
B13-Education	0
B14-Santé et action sociale	0
B15-Activités à caractère collectif ou personnel	0
B16-Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	0
B17-Activités des organisations extraterritoriales	0
Total	11

Source : DGT, calculs DOE

Tableau 24 : Répartition de négociations syndicales employeur / travailleur effectuées de juillet à décembre 2018 selon la branche d'activités

Branche d'activités	Nombre de négociations
B1-Agriculture, chasse et sylviculture	2
B2-Pêche, pisciculture, aquaculture	0
B3-Activités extractives	0
B4-Activités de fabrication	3
B5-Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0
B6-Construction	2
B7-Commerce, réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	2
B8-Hôtels et restaurants	0
B9-Transports, activités des auxiliaires de transport et communication	1
B10-Activités financières	0
B11-Immobilier, location et services aux entreprises	2
B12-Activités d'administration publique	0
B13-Education	0
B14-Santé et action sociale	1
B15-Activités à caractère collectif ou personnel	0
B16-Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	0
B17-Activités des organisations extraterritoriales	0
B18- Autres activités de service	0
Total	13

Source : DGT, calculs DOE

Tableau 25 : Répartition de grèves observées de juillet à décembre 2018 selon la branche d'activités et la durée

Branche d'activités	Durée de la grève											
	1 jour			2 jours			3 jours			Plus de 3 jours		
	Public	Para public	Privé	Public	Para public	Privé	Public	Para public	Privé	Public	Para public	Privé
Agriculture, chasse et sylviculture	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pêche, pisciculture, aquaculture	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Activités extractives	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Activités de fabrication	0	0	0	0	0	3	0	0	2	0	0	1
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Commerce, réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Hôtels et restaurants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transports, activités des auxiliaires de transport et communication	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0
Activités financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Immobilier, location et services aux entreprises	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Activités d'administration publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Education	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Santé et action sociale	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Activités à caractère collectif ou personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Activités des organisations extraterritoriales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	1	0	0	5	0	0	2	0	0	3

Source : DGT, calculs DOE

Tableau 26 : Répartition de grèves observées de juillet à décembre 2018 selon le motif et la durée par secteur

Motif de la grève	Durée de la grève											
	1 jour			2 jours			3 jours			Plus de 3 jours		
	Publi c	Parapubli c	Priv é	Publi c	Parapubli c	Priv é	Publi c	Parapubli c	Priv é	Publi c	Parapubli c	Priv é
Horaires de travail	0	0	0	0	0	2	0	0	1	0	0	0
Retard dans le paiement de salaire	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	1
Amélioration du salaire et des conditions de travail	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	2
Licenciement pour faute lourde	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Procédure disciplinaire	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
Total	0	0	1	0	0	5	0	0	2	0	0	3

Source : DGT, calculs DOE

Tableau 27: Répartition des contrats visés des expatriés par zone de provenance

Zone de provenance	Nombre de contrats visés
Afrique	38
Hors Afrique	13
Total	51

Source : DGT, calcul DOE